

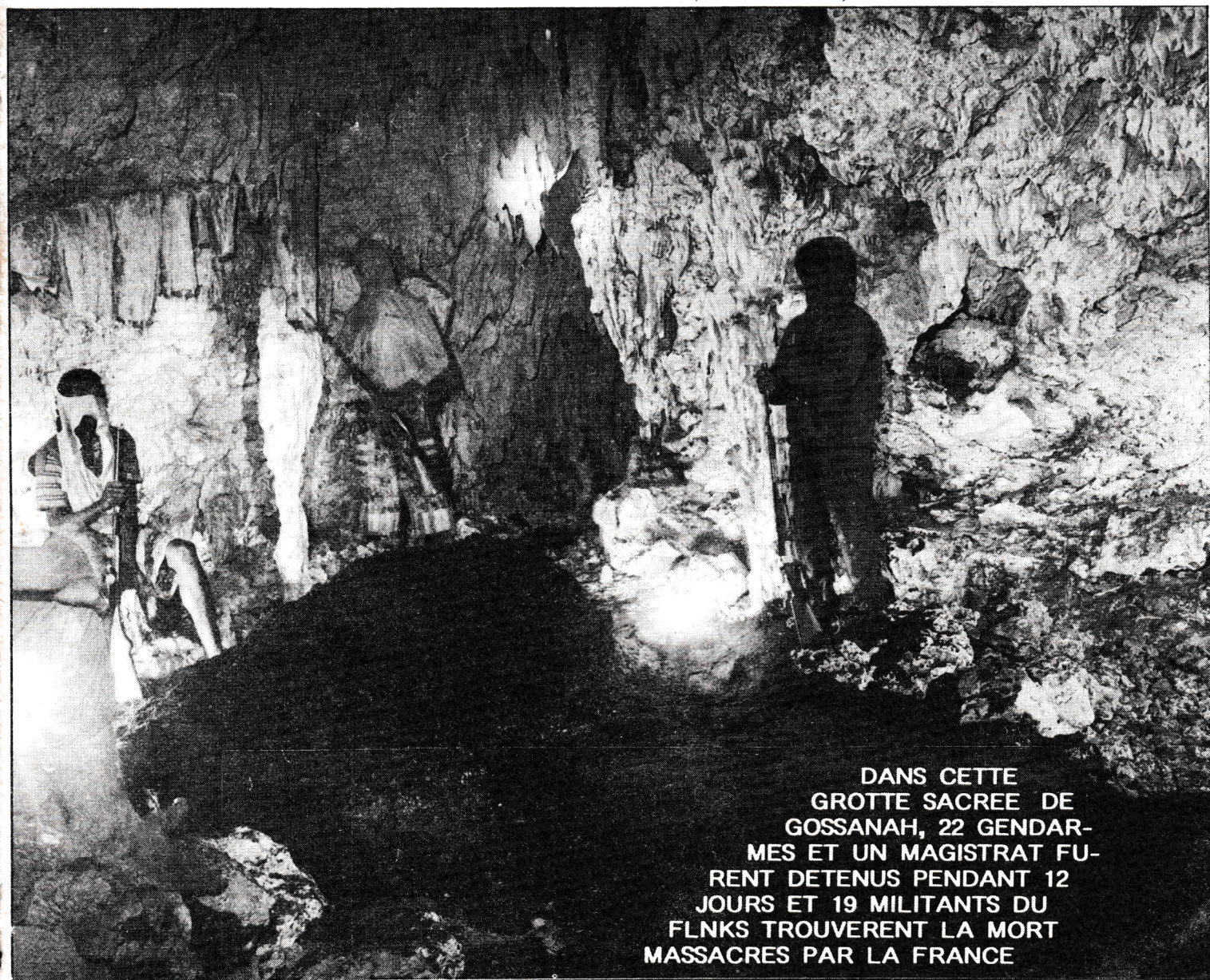


BWENANDO

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

- NUMERO 109/110 - BIMENSUEL - 32 PAGES - MARDI 30 AOUT 1988 - 250 FRANCS -

DOSSIER COPIDEC L'AFFAIRE D'OUVEA



DANS CETTE
GROTTE SACREE DE
GOSSANAH, 22 GENDAR-
MES ET UN MAGISTRAT FU-
RENT DETENUS PENDANT 12
JOURS ET 19 MILITANTS DU
FLNKS TROUVERENT LA MORT
MASSACRES PAR LA FRANCE

GOSSANNAH

L'AFFAIRE D'OUVEA

introduction au dossier

Le COMITE PIERRE DECLERCQ a décidé, en trois ou quatre éditions successives de BWENANDO, de publier le dossier de "L'AFFAIRE D'OUVEA", dite aussi "LE MASSACRE DE LA GROTTA DE GOSSANAH".

Avant l'exposition des récits de différents témoins et acteurs de cette affaire, COPIDEC (le Comité Pierre Declercq) a souhaité, surtout à l'usage de nos lecteurs à l'extérieur de KANAKY, présenter un rappel historique de la lutte de libération du peuple Kanak et la situation politique du Territoire à la veille des événements d'avril dernier. Evénements que nous avons qualifiés, dans BWENANDO N°108, d'Insurrection de 1988.

Après cette introduction, un peu longue mais elle était nécessaire, nous entrerons dans le vif du sujet en publiant dans nos éditions prochaines les divers témoignages, plus de quarante à l'heure actuelle, et tous les thèmes traités par COPIDEC concernant, par exemple, les rôles respectifs de Bernard PONS, François MITTERAND, le Substitut BIANCONI, le Capitaine LEGORJUS, le Bureau Politique du FLNKS, etc...

Dans l'actuel numéro, vous trouverez ci-après les témoignages de Djubelli WEA, de Maki WEA et de Joseph TANGOPI.

Jusqu'au vendredi 22 avril 1988, tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes océaniques. Le premier tour des élections présidentielles françaises se déroulerait le 24 avril, à cette même date le territoire de NOUVELLE-CALÉDONIE voterait également pour les élections régionales du statut dit "PONS", du nom du ministre des DOM-TOM.

Préoccupés uniquement par les petites phrases des divers candidats aux présidentielles, les opinions publiques avaient occulté "le problème calédonien", conditionnées qu'elles étaient par une presse-écrite, radio et TV, majoritairement à la dévotion du pouvoir en place.

La presse dite de gauche avait bien cité les déclarations du FLNKS faites à l'issue du congrès de TIBARAMA et de la convention de NAOUA, annonçant une "mobilisation musclée pour faire échec au statut PONS". Mais cette presse alarmiste était-elle crédible alors que sa vocation essentielle était, disait-on, le dénigrement systématique des actes du gouvernement CHIRAC ? La "politique sécuritaire" des PASQUA-PANDRAUD-CHALANDON-GIRAUD-PONS n'avait-elle pas prouvé son efficacité contre les "terroristes" de tous poils : Action Directe, Corses, Basques, Martiniquais, Guadeloupéens, Iraniens, Palestiniens, etc... ? Bernard PONS n'avait-il pas affirmé que le FLNKS, organisation auparavant constituée de 200 à 300 terroristes Kanak, était démantelée ?

C'est donc en toute quiétude que le gouvernement CHIRAC allait mettre en place, à dater du 24 avril, le statut PONS qui assurerait la paix civile d'une manière irréversible et, pour l'éternité, le maintien du territoire dans le cadre de la République Française.

Questionné par la presse à la suite des décisions du FLNKS à TIBARAMA et NAOUA, PONS avait déclaré : "J'ai fait venir à PARIS le délégué du gou-

vernement BOUHIN, nous avons étudié tous les cas de figure, fait toutes les simulations. Je garantis que les élections se dérouleront dans l'ordre et la sécurité. L'ordre républicain que nous maintiendrons sera le garant de la sincérité du vote. Nous ne sommes par un gouvernement socialiste. Le laxisme et la complicité avec les terroristes, comme c'était le cas en 1984, ne se reproduiront pas...".

PROVOCATION, HUMILIATION

Effectivement, de mars 1986 à avril 1988, le pouvoir avait fourni tous les efforts possibles pour décourager, désorganiser et mater le peuple Kanak. Il ne manquait pas "un bouton de guêtre" dans le dispositif militaro-policiier mis en place.

Le Territoire était totalement quadrillé par plus de 8.000 militaires, policiers, gendarmes. La marine et l'aviation étaient renforcées. Les services spéciaux, DST, DGSE, RG, avaient gonflé leurs effectifs et généralisé leur implantation. Les renseignements généraux avaient mis en place un réseau très complet d'indicateurs, jusque dans chaque tribu. Les écoutes téléphoniques des militants du FLN étaient systématiques.

L'administration et la justice étaient réduites au rôle de propagandistes et de moyens de pression.

Ceux des Kanak considérés comme "importants", ou ayant une audience, avaient été achetés ou ralliés, croyait-on, par le chantage à l'emploi, les TUC, les "Jeunes Stagiaires pour le Développement", les attributions de terre, les faveurs et subventions diverses. Ceux que l'on ne pouvait acheter et leurs sympathisants avaient été licenciés de leur emploi ou même carrément incarcérés au Camp-Est qui affichait complet. Ils y subissaient un régime "soigné".

Les rares médias qui n'étaient pas aux ordres

(DJIIIDO, BWENANDO) étaient accablés de tracasseries, traduits en justice (par exemple par le Général FRANCAISKY).

PRESSION, CHANTAGE ET FRAUDE

Les sous-préfets, actifs à geler les dossiers des communes aux maires indociles, s'évertuaient à obtenir des maires dociles la signature de conventions avec le ministre ou le haussaire. Signatures à grand spectacle, devant les médias complaisants. Les sous-préfets s'entremettaient allégrement pour faire signer à des chefs coutumiers, ou prétendus tels, des conventions finançant directement de petits chantiers en tribus, court-circuitant les communes et les régions à majorité FLNKS. Ces conventions présentaient l'avantage de servir de "Cheval de Troie" à l'armée qui pénétrait ensuite en tribu afin de fournir la "main d'oeuvre" pour ces menus travaux. L'inauguration des "ouvrages" ainsi réalisés étant le prétexte de "fraternisations" avec bougnas, libations alcoolisées, prises d'armes et défilés divers, toujours devant la presse mercenaire.

L'armée qui avait pu s'introduire et s'installer en tribu sous le prétexte de développement, c'est-à-dire la peinture des murs d'une maison commune ou la réfection du toit d'une chapelle, assurait donc une "présence" permettant d'affiner les renseignements et l'intimidation de la population. D'autant plus que d'opportunes "opérations de police judiciaires", commandées par la justice, permettaient aux militaires de "garder la main" (et la gâchette) en se livrant aux saccages, destructions, exactions, violations de domicile, passages à tabac, humiliations et provocations multiples chez ceux dont la réputation ou le faciès incommodaient. Le fait d'ajouter, ça et là, un meurtre ou une tentative, assurait du crédit à l'ensemble de la campagne d'intimidation.

Les sous-préfets et l'armée n'étaient pas isolés dans leurs prestations de propagande et de pressions. L'ensemble des services était mobilisé : enseignement, santé publique, travaux-publics, transports en commun, OCEF, ADRAF, etc... Comme, bien évidemment, les régions dites FABIUS avaient été déshabillées des compétences et crédits prévus par la loi FABIUS-PISANI, l'administration et les services étaient redevenus maîtres du terrain. On ne compte plus les fermetures de classes, de dispensaires, les suppressions de postes budgétaires ; les mutations, licenciements dans les communes ou tribus soupçonnées de complaisance envers les "rebelles". Les maires FLNKS de POYA et KONE furent même emprisonnés et destitués.

Le remplacement par l'ADRAF et l'ancien Office Foncier avait permis de stopper net les attributions de terre aux clans ou en agrandissement de réserves tribales. Mieux, de nouvelles dispositions permettaient, et on ne s'en est pas privé, de reprendre des terres déjà promises ou même attribuées aux Kanak pour les réattribuer à des "colons" loyalistes ou même à des individus n'ayant jamais exercé d'activités proches ou lointaines de l'agriculture ou l'élevage, mais dont le mérite principal était de s'être distingués dans des activités criminelles factieuses. Ces attributions permettant l'implantation commode de bases permanentes pour l'armée et

les milices et l'ouverture de terrains d'aviation sauvages, étaient évidemment accompagnées des subventions et crédits appropriés.

Car la droite locale s'était mobilisée de son côté. Décidées à ne pas se laisser surprendre comme en 1984, la droite et l'extrême droite avaient, avec la complicité et les encouragements du pouvoir, développé les organisations et milices hiérarchisées, structurées militairement, entraînées et conseillées par des "spécialistes" rémunérées illégalement, dotées d'armement moderne, de transmissions, de moyens de transports terrestres, aériens et maritimes, implantées à NOUMEA comme dans l'intérieur et les îles, ces milices étaient prêtes à intervenir en tout point du Territoire.

A titre d'avertissements et d'exercices d'entraînement ces organisations et milices avaient pu, en toute impunité bien sûr, se livrer à des attentats, incendies, meurtres, ratonnades multiples (pour les exemples, se reporter à la collection des BWENANDO).

ELECTION-CORRUPTION

Bien entendu, les listes électorales avaient été peaufinées. Par exemple, les parents d'élèves qui confiaient leurs enfants aux écoles populaires Kanak, s'étaient vus supprimer allocations familiales et bourses scolaires, alors que la détention d'une carte du RPCR était devenue la clef obligée pour obtenir ces mêmes bourses scolaires, une carte d'aide médicale, maintien ou attribution d'un emploi.

A l'occasion des élections régionales de septembre 85, la fraude électorale était allée bon train avec les achats de procurations, les chantages multiples, les chèques signés FROGIER à retirer sous forme de marchandises au magasin Week-End Ballande, etc... mais la vitesse surmultipliée fut passée pour le référendum-bidon PONS du 13 septembre 87.

La révision des listes électorales permit même la radiation de la plupart des électeurs du FLNKS, ceux qui suivent les mots d'ordre de boycott ou d'abstention. Cette campagne de radiation a quand même maintenu la plupart des doubles inscriptions entre WALLIS et NOUVELLE-CALEDONIE (l'inscription des électeurs qui votent à la fois RPR à WALLIS et RPCR en NOUVELLE-CALEDONIE). Ces radiations venaient en complément des 2 à 3.000 suppressions de droits civiques opérées par la justice française aux dépens des Kanak qui avaient milité pour la libération de leur peuple. Ce qui fait que pour la plupart, les partisans de l'indépendance n'auraient pu s'exprimer à l'occasion de cette consultation sur le devenir du Territoire où pratiquement seuls les colonisateurs se prononcèrent sur la question posée qui était à peu près : "faut-il continuer la colonisation ?" (Le Père RIOCREUX, ancien curé de la cathédrale, qui avait quitté définitivement le Territoire, put en toute illégalité voter par correspondance).

Précisons que le FLNKS avait lancé un mot d'ordre de boycott passif pour cette consultation, les seules actions prévues devant être non-violentes, des sit-in, des grèves de la faim, etc... Une marche pacifique fut interdite, une manifestation totalement pacifique réprimée par un matraquage sauvage, des tentatives de

sit-in sanctionnées par des mois de prison et des années de suppression des droits civiques. Cette mobilisation non violente fit supposer par beaucoup que le FLNKS n'était plus en mesure de mobiliser ses troupes pour des actions dures. D'autres en déduisirent que quelques coups de matraques ou 2 ou 3 mois de prison suffisaient à faire rentrer tous les Kanak dans le rang.

La police et la justice avaient, efficacement semble-t-il, rempli leur rôle pour laisser croire que les Kanak étaient "matés" en réprimant durement le moindre "délit" commis par un indépendantiste Kanak et, parallèlement, en laissant totalement impunis tous les attentats, meurtres, ratonnades commis par les "loyalistes" aux dépens des Kanak. Ils pensèrent probablement qu'en libérant, puis acquittant, les auteurs du massacre de 10 Kanak de TIENDANITE à HIENGHENE, ils avaient asséné le coup de grâce à l'ensemble du peuple Kanak dont plus un individu n'oserait relever la tête puisque la chasse au Kanak était légalisée, déclarée ouverte par cette action de justice.

Un joli coup fut également, en février 88, l'autodafé, la destruction par le feu des publications concernant la culture Kanak éditées par l'Office Culturel Kanak.

LE COUP DE TONNERRE

Toutes les dispositions étaient donc prises pour les élections du 24 avril 1988, et c'est dans un ciel sans nuage qu'éclata un coup de tonnerre le vendredi 22 avril 1988, lorsque tombèrent les dépêches d'agences de presse annonçant la prise d'assaut, par des militants indépendantistes Kanak, de la gendarmerie de FAYAOUE à OUEVA, avec le bilan suivant : trois gendarmes tués (un quatrième décéda de ses blessures), plusieurs indépendantistes blessés, une trentaine de gendarmes de brigade et gendarmes mobiles pris en otages, la totalité de l'armement, du matériel de transmission et des véhicules des gendarmes emmenés par les combattants du FLNKS.

Dans le camp français, on constatera : surprise, stupeur, désarroi, humiliation, colère, inquiétude ; dans le camp Kanak : joie, fierté, parfois triomphalisme, inquiétude aussi.

En tous les cas, le coup d'envoi du "boycott musclé" des élections PONS était donné. Rapidement, le relai de l'action d'OUVEA allait être pris, la mobilisation active à des niveaux divers gagner la plus grande partie du Territoire : St LOUIS, l'ensemble de la Côte Est (particulièrement à CANALA) puis le reste des Loyautés et divers points de la Côte Ouest. Nous ne nous étendrons pas sur l'ensemble de cette mobilisation active menée dans le cadre défini par le FLN au Congrès de TIBARAMA continué à NEAOUA, le propos de cette édition étant de se consacrer à l'affaire dite d'OUVEA. Mais il nous faut dire comment le FLNKS a pu en arriver là.

LES MECANISMES

Pour expliquer les mécanismes qui devaient immanquablement amener le peuple Kanak à l'insurrection de 1988, nous ne remonterons pas le cours de l'histoire jusqu'à la prise de possession de 1853 (1862 pour les Loyautés) ni même jusqu'aux guerres de libération menées par le chef ATAI en 1878 et le chef NOEL en 1917. Nous rappellerons quelques faits qui jalonnent l'his-

toire Kanak contemporaine.

A partir de 1968, on assiste à l'émergence de mouvements nationalistes divers, "Foulards Rouges", "mouvement 1878", puis Union Multiraciale, FULK, etc.. qui témoignent de revendications sociales et culturelles débouchant très vite sur la revendication de souveraineté. En 1975, le premier ministre CHIRAC (déjà !) et le président Giscard d'ESTAING humilient les élus Kanak en mission à PARIS pour s'opposer au statut STIRN et réclamer l'autonomie interne. CHIRAC déclarera "c'est le statut STIRN ou l'indépendance" et Giscard refusera de recevoir la délégation menée par Yann Céléné UREGEI, président de l'Assemblée Territoriale. Le résultat obtenu sera la signature par les élus Kanak, chez le député Roch PIDJOT à la CONCEPTION, d'un manifeste revendiquant l'indépendance Kanak et de la prise de position du FULK en faveur de cette même indépendance.

En 1977, l'Union Calédonienne dont l'appareil était alors dominé par des Européens autonomistes, adoptera à son congrès de BOURAIL une motion reconnaissant la vocation à l'indépendance du Territoire et entreprit de faire le ménage dans ses rangs. L'année suivante, l'UC prit à MARE position pour l'indépendance Kanak.

L'UNIFICATION

Lorsqu'en 1979, le gouvernement BARRE et le ministre DIJOUUD entreprirent de suspendre le gouvernement LENORMAND et dissoudre l'Assemblée Territoriale régulièrement élus, la mouvance indépendantiste était profondément divisée. Marque de mépris envers les représentations politiques Kanak, cette initiative gouvernementale eut pour résultat la création à but électoraliste du Front Indépendantiste, dont la plate-forme commune revendiquant l'Indépendance Kanak Socialiste fut signée par l'UC, le PALIKA, le FULK, l'UPM et le PSC. L'unification de l'organisation politique du peuple Kanak était donc mise en marche par un nouveau faux-pas du pouvoir colonial. Les années suivantes, le pouvoir de droite entreprit de rompre cette unité qui ne fut qu'ébranlée par une scission au sein du PALIKA, amenant la sortie des institutions de ce parti et le maintien à l'assemblée d'une représentation LKS.

L'ESPOIR

La victoire de la gauche française en 1981, un an après l'accession du VANUATU à l'indépendance, sera à l'origine d'un immense espoir chez la majorité des Kanak. On sait ce qu'il en advint. Parmi les épreuves, l'assassinat de Pierre DECLERQ, l'emprisonnement des camarades de KOINDE-OUIPOIN.

Même si un renversement des alliances permit, de 82 à 84, le fonctionnement d'un gouvernement TJIBAOU en alliance avec les centristes de la FNCS, le gouvernement ne fit rien pour permettre au peuple Kanak de progresser vers son émancipation. Pourtant le Front Indépendantiste multiplia les contacts, missions, conversations avec le pouvoir socialiste, particulièrement pour mettre en garde le gouvernement sur les risques comportés par une éventuelle mise en œuvre du statut du Secrétaire d'Etat Georges LEMOINE, dont la lecture restrictive des termes d'un accord conclu à NAINVILLE-LES-ROCHES faisait table rase des acquis et des espérances du peuple Kanak.

Cette incompréhension, ou mauvaise foi, des socialistes, amena la création, le 24 septembre 1984, du Front de Libération Nationale Kanak Socialiste auquel n'adhéra pas le LKS. Si une balourdise d'un gouvernement de la droite, due à une méconnaissance profonde des Kanaks fut, en 1979, à l'origine d'un début d'unification politique du peuple Kanak par la création du Front Indépendantiste, la balourdise d'un gouvernement de la gauche, tout aussi ignorant de la réalité Kanak, sera en 1984 à l'origine du renforcement de cette unité par la création du FLNKS. Renforcement de l'unité encore accru, le 1er décembre 84, par le ralliement du PALIKA au FLNKS.

LA REVOLTE DE 1984

Le gouvernement FABIUS, successeur du gouvernement MAUROIS, s'entêta donc à mettre en place le statut LEMOINE que la grande majorité des Kanak refusait. Il persista dans son entêtement même quand le FLNKS annonça son refus de participer à ces institutions et sa décision de boycotter activement le 18 novembre. Plus que du mépris envers le FLN, l'attitude du gouvernement manifestait une méconnaissance totale des Kanak, de leur détermination, de leurs possibilités d'organisation et de mobilisation. Tout comme la droite coloniale locale, le pouvoir central fut totalement surpris par l'ampleur et l'intensité de la mobilisation qui réussit à prendre le contrôle de l'intérieur et des îles.

L'Elysée déposséda le gouvernement du dossier et envoya PISANI qui entreprit une négociation véritable, il ne se posa pas en arbitre entre le RPCR et le FLNKS, mais s'engagea et engagea courageusement la FRANCE dans un projet qui, même s'il n'était pas celui du FLNKS qui le dénonçait comme néo-colonial, obtint finalement l'adhésion générale, puisque le RPCR accepta de présenter des listes aux élections régionales de septembre 1985, puis de siéger dans les assemblées régionales, au Congrès.

Du chemin avait été parcouru : du Front Indépendantiste, alliance électoraliste conclue par des états-majors en 1979, le peuple Kanak en était arrivé à la constitution, à la base, d'une organisation de lutte de libération, le FLN, dotée de structures unitaires réelles. Même si les pesanteurs liées au passé, des habitudes de travail et des pratiques différentes, des méfiances légitimes ou pas, devaient souvent alourdir le climat et compliquer le fonctionnement des structures, le débat politique ne cessa jamais de progresser. Des habitudes de travailler ensemble étaient prises.

LA FAUTE DE PONS

L'erreur fondamentale de PONS a été de nier le peuple Kanak et de tenter de démanteler le FLNKS, sa représentation politique. Il a cru qu'il suffisait de prétendre qu'il n'y avait pas de Kanak mais 70.000 métis, que le FLNKS n'était constitué que de 200 à 300 terroristes maintenant déstructurés. Il a cru qu'il suffisait de donner au Territoire un aspect de conquête militaire, de mettre un militaire derrière chaque pierre, un policier derrière chaque porte. D'ajouter à la corruption, le mépris, la condescendance, le cynisme. Bernard PONS a confondu, comme ses prédécesseurs depuis 135 ans, la conquête du Territoire avec la conquête d'un peuple. Il a cru qu'il suffisait

d'envahir, asservir, emprisonner, torturer, mutiler, massacrer ce peuple pour le conquérir ou le détruire. PONS a oublié que depuis 135 ans, adossé à son rocher, le peuple Kanak est prêt à tirer au javelot, à la pierre de fronde, maintenant au fusil.

Puisqu'il niait l'existence du peuple Kanak, PONS était réduit à ignorer l'organisation sociale de ce peuple. Il refusa le dialogue qui est pourtant la seule voie pacifique permettant de traiter avec le peuple Kanak dont la tradition est faite de démocratie, chez qui les décisions ne sont pas prises en scandant des slogans lancés par tel ou tel leader, mais après des réflexions et débats collectifs, aboutissant à des consensus qui ont ensuite force de loi, qui tracent les cadres où s'inscrit l'engagement de chacun.

REFERENDUM-BIDON

Les Kanak sont totalement conscients de leurs droits, d'ailleurs inscrits dans le droit international, particulièrement dans la résolution 1514 de l'ONU qui précise : "l'arrivée et l'installation de nouveaux habitants qui auraient changé dans un pays colonisé la composition numérique de l'ensemble de la population ne peuvent modifier en rien les droits du peuple colonial concerné". Fort de ce droit, le FLNKS avait déclaré "bidon" le référendum-PONS du 13 septembre 1987 où il était demandé aux colonisateurs s'il fallait procéder à la décolonisation. Estimant que ce référendum "franco-français" ne concernait pas le peuple Kanak, le FLNKS décida de le boycotter mais en n'engageant que des actions non-violentes, particulièrement une grande marche du nord au sud qui devait rassembler, sur le thème du dialogue pour l'indépendance, 10 à 15.000 Kanak de l'intérieur et les îles dans la région de NOUMEA.

LA NON-VIOLENCE

Evidemment, PONS choisit d'interdire cette marche et de faire bloquer par les forces de l'ordre tous les cortèges, et moyens de transports routiers, aériens et maritimes. 1.500 à 2.000 Kanak seulement parvinrent à rallier NOUMEA, PONS en déduisit aussitôt que le FLN ne pouvait plus mobiliser de troupes. En divers points du Territoire, des indépendantistes engagèrent des grèves de la faim.

Du choix de la stratégie non-violente, PONS déduisit que le FLN ne pouvait pas mobiliser sur des actions violentes et, le 22 août place des Cocotiers à NOUMEA, il choisit de réprimer par une violence extrême, un matraquage sauvage, une manifestation totalement non-violente. Le pouvoir ne pouvait pourtant pas ignorer que c'était à l'issue d'un débat long, serré, difficile que le FLN avait finalement opté pour la non-violence. En réprimant sauvagement la manifestation pacifique, PONS ne fit qu'amener de l'eau au moulin des partisans des actions musclées.

Ceux d'OUVEA qui s'engagèrent le 22 avril 88 dans l'assaut de la gendarmerie de FAYAOUE s'étaient profondément investis dans les actions non-violentes de 1987, particulièrement Alphonse DIANOU et Vince LAVELLOIS. PONS semait les graines pour la récolte de 88.

LE VERDICT

Lorsqu'après avoir libéré, après un non-lieu, les assassins des 10 Kanak de TIENDANITE, la justice

décidé de les acquitter le 29 octobre 1987, ce fut un coup d'assomoir. Tout un système de valeurs était bouleversé. Les Kanak ne prêtaient pas foi à la "justice coloniale" dite à deux vitesses mais ils n'imaginaient pas que le meurtre délibéré et systématique de 10 Kanak serait considéré comme une pécadille plus innocente qu'un délit de chasse. Au palais de justice, ils avaient assisté aux applaudissements et ovations qui suivirent l'énoncé du verdict. Ces graines-là allaient également germer en 1988.

PONS prétendra toujours ne pas se mêler des affaires de justice. Mais le FLNKS connaissait le contenu des échanges de télex entre le ministère de la justice et le palais de justice de NOUMEA.

Jean-Marie TUTIBAOU traduira la pensée de l'immense majorité des Kanak, lorsqu'en AUSTRALIE en décembre 1987, il déclarera "...les Kanak n'ont pas d'autre option que de s'armer de fusils (...) la décision de prendre les armes provoquera une escalade de la violence, mais les Kanak n'ont pas le choix". Cette déclaration du Président du FLNKS était celle d'un homme responsable, d'un humaniste qui a toujours été partisan de faire aboutir le droit par des voies pacifiques.

TIBARAMA-NEAOUA

PONS s'entêta quand même à faire appliquer son statut, véritable négation institutionnelle du peuple Kanak. Mais les Kanak qui avaient déjà compris que leur vie n'avait pas de valeur devant la justice, savaient aussi qu'ils seraient privés de leurs derniers droits et de toute leur identité dans les nouvelles institutions PONS.

C'est donc très logiquement qu'à son congrès de TIBARAMA, qui se continuera à NEAOUA, le FLNKS décidera d'utiliser "tous les moyens pour faire échec au statut PONS". Il ne s'agissait pas du tout d'une décision suicidaire de désespoir, car il restait justement l'espoir et la confiance dans les qualités de détermination, d'organisation unitaire et de combativité du peuple Kanak. Qualités que PONS et les siens ont toujours niées.

Seulement, le type de mobilisation décidé pour le 24 avril 88 allait être d'une autre nature que la mobilisation de novembre 84 pour laquelle il était précisé de "respecter les personnes physiques".

En 1984, la mobilisation fut "pré-insurrectionnelle", constituée de manifestations de protestation tournant parfois à l'émeute, accompagnée de barrages paralysant la circulation et d'occupations de gendarmeries, de la séquestration de gendarmes et d'un sous-préfet.

En 1988, la mobilisation fut immédiatement insurrectionnelle, prenant d'emblée les formes de la lutte armée avec l'engagement de guérillas spontanées et de guérillas organisées.

Ce n'était plus le même mot d'ordre, les valeurs avaient basculé avec le verdict de TIENDANITE. Les Kanak savaient qu'ils n'avaient pas à espérer que les leurs de "personnes physiques" seraient respectées. Ils l'avaient déjà compris lors des assassinats d'Eloi MACHORO et Marcel NONARO par le GIGN, à DOGNY le 12 janvier 1985.

OUVEA

En 1984 à OUEVA, les militants avaient barré les

routes et séquestrés, après les avoir désarmés, les gendarmes dans la gendarmerie sur laquelle ils hissaient le drapeau de KANAKY.

En 1988, les militants d'OUVEA voulurent réaliser la même action. Ceux qui s'introduisirent dans la gendarmerie, armés uniquement de hachettes et de sabres d'abattis, parvinrent tout d'abord à maîtriser les gendarmes présents dans les locaux de la brigade. Mais, comme en témoignera à la télévision le commandant de brigade LACROIX, un des gendarmes fera feu au travers de la gaine du pistolet qu'il avait à la ceinture et touchera l'un des militants, le blessant à la mâchoire et au cou. Bien que blessé, ce militant frappera de sa hache le gendarme armé qui l'avait blessé. Ce coup de feu sera à l'origine d'un affrontement entre gendarmes et militants armés de fusils restés à l'extérieur de la gendarmerie. Le bilan de cet affrontement sera lourd : trois gendarmes tués, un quatrième mourra ensuite de ses blessures, trois militants FLNKS blessés. Entre-temps, les militants avaient pu maîtriser la totalité de la garnison de gardes mobiles cantonnée à proximité de la gendarmerie. Les militants considérèrent qu'à cause de l'effusion de sang et du fait que l'alarme était donnée, ils ne pouvaient plus occuper la gendarmerie et hisser le drapeau de KANAKY. Ils improvisèrent donc un nouveau plan.

Munis des armes et des véhicules des gendarmes, les militants et leurs prisonniers furent divisés en deux groupes, l'un se dirigea vers le sud de l'île, l'autre vers le nord.

Bernard PONS essaya par la suite, pour tenter de justifier le massacre à la grotte des 19 militants d'accréditer la thèse selon laquelle les militants avaient, de leurs haches et sabres, découpés les gendarmes en quartiers et rondelles. C'est tout juste s'ils ne les avaient pas mangés. Mais le témoignage du commandant de brigade LACROIX et les rapports d'autopsie prouveront que les gendarmes avaient été tués par balles et que PONS n'est qu'un minable menteur. Ce qui n'empêchera pas CHIRAC de dénoncer "la barbarie de ces hommes, si tant est qu'on puisse les qualifier ainsi". Mais CHIRAC et les siens n'avaient-ils pas toujours nié aux Kanak la qualité d'hommes ?

EXTRAIT DE LA LETTRE DU PERE F.X. DE VIVIES - CURE D'OUVEA DATEE DU 18 MAI 1988

Quelques éléments de réflexion pour mieux appréhender le problème de la prise d'otages à OUEVA.

Se méfier des mots... "terroristes"... "assassins"

Il y a terroristes et terroristes, assassins et assassins.

Si morts il y a eu à la Brigade, elles n'étaient pas voulues. Elles sont arrivées dans le feu de l'action, mais n'ont pas été "décidées" comme moyen de pression pour obtenir quelque chose.

La revendication était positive et légitime... et non crapuleuse : il s'agissait d'obtenir un négociateur de l'Elysée et de Matignon pour débloquer le pays de l'impasse où l'avait enfermé M. PONS. Il est bien sûr regrettable qu'il faille arriver à de telles actions pour se faire entendre... mais à qui la faute ?

ENTRETIEN AVEC DJUBELLI WEA

Dans les pages suivantes nous publions un entretien tenu entre BWENANDO, et Djubelli WEA.

Cet entretien s'est déroulé à la tribu de GOSSANAH où nous avons rencontré Djubelli.

Ce texte est "hors dossier" du Comité Pierre Declercq car nous n'avons pas utilisé la même procédure que pour les autres témoignages publiés dans cet ouvrage (enregistrement sur bande magnétique, transcription signée avec signature légalisée par le maire, etc...). Cette procédure ne s'imposait pas dans la mesure où Djubelli avait déjà rencontré ses avocats et le juge d'instruction. Néanmoins, nous tenons à publier ce document qui constitue un témoignage de premier ordre sur le comportement admirable des populations de GOSSANAH et TEOUTA, les rôles du général VIDAL, du colonel BENSON et du substitut BIANCONI. Jusqu'au moment de l'entretien avec Djubelli nous ignorions l'existence du communiqué dont nous publions le texte ci-après, le sort réservé à ce document primordial, dont Bernard PONS avait toujours caché l'existence, nous éclaire sur les véritables intentions du pouvoir "d'utiliser toutes les possibilités de négociation" en cette affaire.

Nous demandons à nos lecteurs français de méditer tout particulièrement cette phrase: "après 135 ans, il a fallu une prison pour découvrir l'autre FRANCE...".

Après le Congrès de TIBARAMA et la Convention de NEAOUA, nos Comités de Lutte se sont mobilisés pour appliquer la décision du FLN.

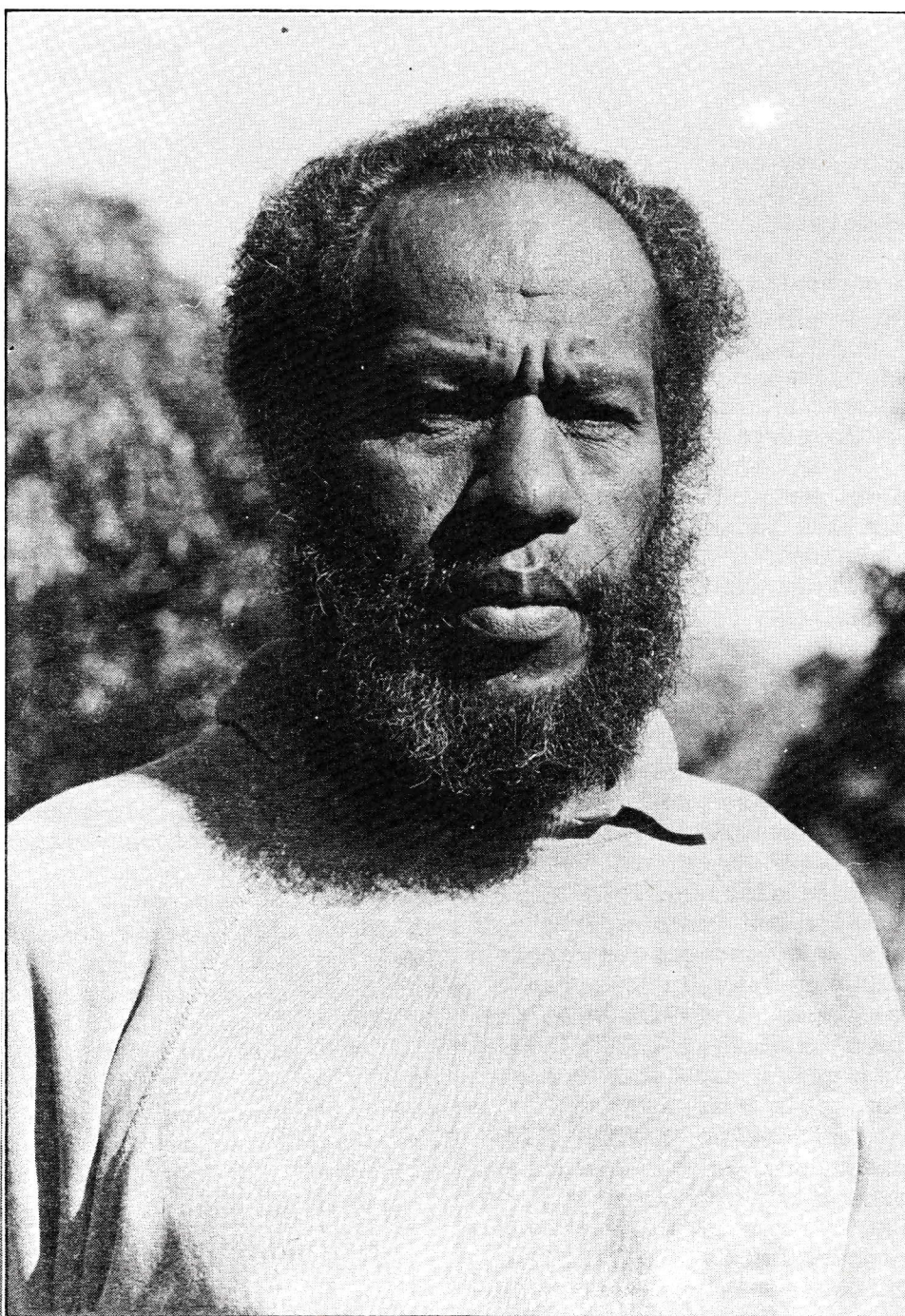
Il n'y a jamais eu préméditation de tuer, aucune volonté en ce sens. Le projet était la répétition de l'action de 1984. Malheureusement, nous avons eu affaire à d'autres gendarmes qui n'avaient pas le même comportement que Bruno R..., le commandant de brigade en 1984 (Bruno R... avait des qualités de sang-froid et l'esprit de dialogue).

Depuis deux semaines, j'étais alité, bien malade, souffrant d'amibiase, bronchite et paludisme (ceci a été prouvé par des expertises médicales après mon arrestation).

Question de BWENANDO : Peux-tu nous parler de la résistance développée par la population ?

DJUBELLI : La population avait bien tenu, très bien résisté. En réalité, c'est seulement à l'occasion de mon acceptation de dialoguer, de remplir les fonctions de médiateur entre militants et représentants de l'Etat que l'armée a réussi à passer.

Le contact entre nous et l'armée s'est établi à partir du 23 avril. Nous pensions qu'un climat de confiance s'étant créé, nous irions vers une solution pa-



Djubelli WEA

cifique. C'est à cause de ce climat que l'armée a pu accéder à la tribu.

Ils sont venus en force le 23.

Après avoir envoyé CHAOURI avec un communiqué, nous attendions une réponse favorable. Vers 13 heures, les militants ont vu Jean-Marie GNAVIT venir en courant. Il arrivait du premier barrage pour signaler l'arrivée des forces de l'ordre avec, à leur tête, le Colonel BENSON et le Capitaine DANOIS. Cette arrivée a provoqué une surprise et un peu de panique.

Des jeunes voulaient résister par les armes. J'ai demandé au vieux Touet FAISSEN (il sera ensuite fait prisonnier avec moi) de me conduire sur la route, à 100 mètres de ma case. J'ai crié pour demander dialogue et négociation.

Leur arrivée nous rendait conscients que c'était autre-chose que le résultat espéré par le communiqué. Les jeunes ont accepté de s'asseoir avec tout le monde sur la route.

Les militaires sont arrivés menaçants, avec leurs fusils à lunette.

Quand j'ai crié : "NEGOCIATION POUR LA PAIX !", BENSON a répondu : "OK, D'ACCORD, ON VA DISCUTER". Il a dit à ses hommes de baisser les armes.

Avant l'arrivée de l'armée, tous les nôtres étaient munis de cailloux, bâtons, etc... J'avais dit : "Jetez tout ça, on va essayer de discuter".

Ils se sont approchés puis ont accepté de venir discuter dans la case avec le grand Chef IMWONE, le vieux FAISSEN et TANGOPI Joseph qui m'aidaient à marcher, puis moi.

BENSON et DANOIS sont venus dans la case. Aucune coutume n'a été faite. BENSON et DANOIS avaient des comportements différents. BENSON semblait accepter de comprendre. DANOIS était buté, ne voulait rien savoir, il refusait le dialogue.

J'avais essayé d'exposer nos revendications. Eux voulaient rencontrer les preneurs d'otages, ils exigeaient un contact direct.

De notre côté, nous demandions une suite à notre communiqué.

BWENANDO : Nous n'avions jamais entendu parler de ce communiqué.

DJUBELLI : Il faut donc que je vous dise d'abord que Joani CHAOURI avait été arrêté le 22 au soir, puis séquestré toute la nuit dans l'église Saint Joseph. Le Colonel BENSON et le Capitaine DANOIS lui avaient demandé de trouver un médiateur. Ils demandaient que les élus Chanel KAPOUERI et Djubelli WEA fassent les médiateurs.

J'ai donc rédigé un communiqué daté du 23 avril au matin, à la demande des militaires. Je leur ai fait parvenir par le canal de CHAOURI. Voici le texte du communiqué (NDLR, nous publions ce texte ci-contre en encadré) qui a été remis par CHAOURI au Colonel BENSON.

Je continue mon récit : Les militaires exigeaient d'apprendre où étaient les otages, je répondais que je l'ignorais.

Il y avait donc blocage et nous leur avons demandé de suspendre la discussion pour la reporter à un peu plus tard. Nous étions, eux et nous, d'accord sur une chose : de notre côté, nous allions essayer de faire notre possible pour qu'il y ait une rencontre entre eux et les preneurs d'otages, mais toujours en tenant compte du communiqué. Nous avions la volonté de rétablissement immédiat de la paix.

LA TRIBU INVESTIE

On s'est mis d'accord à ce qu'ils reviennent le soir même à 17 heures. Ils sont repartis avec trois hélicoptères Puma, ils étaient venus à pied. Les hélicos et le gardien tournaient au-dessus depuis le 22.

L'après-midi, nous espérons que la solution de paix était possible par le communiqué sur le bureau de

COMMUNIQUE DE DJUBELLI DU 23 AVRIL

Communiqué à passer immédiatement par RFO au Président de la République François MITTERRAND et à Jacques CHIRAC, Chef du Gouvernement.

Suite au drame d'OUVEA dont sont victimes les trois gendarmes et les trois militants indépendantistes Kanak : Je soussigné WEA Djubelli, Conseiller Régional des Iles Loyauté me déclare ému en apprenant la nouvelle par RFO dans mon lit de malade.

Au nom des indépendantistes d'OUVEA qui m'ont élu je prends mes responsabilités et je demande au Président de la République François MITTERRAND et à Jacques CHIRAC, Chef du Gouvernement, de prendre leurs responsabilités en intervenant par le canal de RFO-NOUMEA pour un retrait immédiat des forces de l'ordre dépêchées sur OUYEA pour qu'un véritable dialogue puisse prendre place et pour qu'OUVEA et sa population retrouvent la paix.

Aux militants indépendantistes d'OUVEA qui détiennent les otages : je vous prie d'être sages avec vous-mêmes et avec les otages. Je vous prie de prendre vos responsabilités et de vous mettre à l'écoute de RFO pour entendre l'intervention commune du Président de la République et du Chef du Gouvernement.

Signé WEA Djubelly.
Conseiller Régional des Loyautés
malade à GOSSANAH.

GOSSANAH, 1e 23 avril 1988.

MITTERAND.

Mais le soir, ils ne sont pas revenus. Ils sont revenus seulement le lendemain matin, le 24, jour du 1er tour des présidentielles et des régionales. Ils sont venus en force, avec le Général VIDAL et toute l'armée, vers 9 heures.

Ils ont immédiatement utilisé la violence et les menaces.

Ils ont fait irruption dans ma case et ont menacé de nous arrêter immédiatement. Le gendarme AJAPUNHYA, originaire de LIFOU, avait les menottes en mains. Ils étaient tous dans ma case, le Colonel BENSON, l'indicateur **Mathias NAZAIRE**, le Général VIDAL. Tous dans ma case.

J'ai redemandé la discussion. Au début ils ont semblé accepter. Le soir Léopold JOREDIE avait fait une déclaration à France-Inter demandant :

- le retrait d'OUVEA des forces de l'ordre
- l'annulation du Statut PONS
- la venue d'un médiateur.

J'ai repris le contenu de cette déclaration dans la discussion dans la case. Ils ont refusé catégoriquement, avançant qu'ils n'avaient pas de pouvoir politique. Ils représentent l'Etat, mais pas pour le politique, uniquement pour le militaire.

LA GUERRE !

C'est là que VIDAL et BENSON ont déclaré : "PUISQUE VOUS NE VOULEZ PAS COLLABORER, LA FRANCE DECLARE LA GUERRE AU PEUPLE KANAK". Ils ont fait cette déclaration en présence du grand Chef IMWONE, de Joseph TANGOPI, de FAISSEN, de tout le conseil des anciens présent pour la discussion et des représentants du Comité de Lutte.

J'avais aussi demandé la possibilité de rencontrer le délégué du Gouvernement BOUHIN et PONS, car on avait su qu'il venait. Cette démarche a également été refu-

sée.

VIDAL a déclaré : "Maintenant c'est moi qui dirige en tant que Chef militaire, ce n'est plus la gendarmerie".

Du dehors de la case, un militaire m'a dit : "on va te crever", j'ai répondu "Je préfère mourir dans ma case".

Ils sont ensuite allés voir le Pasteur Tom pour lui dire d'essayer de me convaincre de faire libérer les otages. Nous avons répondu au Pasteur que faute d'une suite au communiqué et du refus de dialoguer sur les trois points, nous maintenions notre refus de collaborer. Il était aux environs de 10h30, la tribu était déjà totalement investie.

VIDAL et BENSON ont donné l'ordre de m'arrêter définitivement. J'ai alors demandé à sortir avec le conseil de la grande chefferie IMWONE pour informer toute la tribu de la décision du conseil.

Ils m'ont conduit sur le tas de sable, les gens étaient sous l'abri.

J'ai déclaré à la population de la tribu, au nom de la coutume et aussi comme responsable politique : "Puisque le Gouvernement n'a pas donné de suite au communiqué et que le Général VIDAL, seul commandant, refuse la discussion sur la revendication politique concernant les trois points ainsi que son refus d'un contact direct avec le Ministre PONS et le délégué du Gouvernement BOUHIN, le conseil a refusé de collaborer. Cette déclaration est faite au nom du conseil de chefferie et au nom du Comité de Lutte".

Je les ai ensuite informé de mon arrestation. "Que chacun résiste jusqu'au 8 mai, date de réélection de MITTERAND. Je reviendrai un jour de prison".

"La chefferie IMWONE et le Peuple Kanak vont ressortir la tête haute et enfin, la revendication d'Indépendance Kanak Socialiste sera prise en compte par

MITTERAND". Je leur ai demandé de ne pas réagir aux provocations etc..., d'être passifs.

Quand j'ai terminé par les slogans : "Vive l'IKS!", "Vive KANAKY libre !", les gens ont répété et applaudi.

VIDAL a crié : "vite, vite, les menottes ! Eloignez-le vite !".

Il y a un point que j'apprécie beaucoup maintenant, ils ont tenu la parole donnée. Toute la population a tenu la parole donnée.

SEVICES ET TORTURES

Nous avons été menottés, le grand Chef IMWONE, FAISSEN et moi, puis conduits derrière l'école. Ils nous ont fait coucher à terre, y compris le grand Chef. Plus tard, ils ont retiré les menottes du grand Chef puis l'ont emmené en hélico. Ils l'ont laissé dans la forêt, vers OGNAT. Il est revenu seul, à pied.

FAISSEN et moi sommes restés ½ heure derrière l'école. Ensuite un Puma est venu nous embarquer pour OULOUP avec BENSON, le gendarme DAMIEN et le Pasteur Tom. Toujours menottés FAISSEN et moi.

Les brutalités, etc... ne manquaient pas. J'étais couché sur le banc. Nous n'avions pas mangé.

Au courant de mon arrestation, le médecin les avait prévenus que j'étais malade. A la descente du Puma, sur place, je réclamai l'assistance d'un médecin. En traitement, j'ai eu des coups de crosse sur le ventre, dans les côtes, sur les pieds. Des gifles sur le visage. FAISSEN a encore les genoux malades, depuis ça.

A la gendarmerie de FAYAOUE, à partir de 2h00, j'ai beaucoup souffert. D'abord nous avons été couchés pendant une heure, devant le bâtiment, face à la mer.

Ensuite, j'ai été attaché pendant une heure encore au câble, au hauban qui retient le toit de la maison en cas de cyclone. J'étais

attaché le dos contre le piquet pointu, face au bureau de vote de l'école pilote. Je voyais les gens venir voter. J'étais toujours braqué par trois mobiles armés.

BENSON avait conseillé aux forces de l'ordre de tirer sur nous à la moindre tentative de fuite : "dès qu'il sera à 10 mètres, tirez sur lui". Je pensais : "comment veut-il que je m'évade, menotté, attaché, avec trois fusils braqués sur moi ? Ca n'a pas de sens". C'est par la suite que j'ai très bien compris le sens de l'ordre qu'il leur avait donné.

Ensuite j'ai été détaché du piquet puis attaché debout à un cocotier. Malade, je ne pouvais pas marcher ni même me tenir debout, alors tout le poids de mon corps tirait sur mes poignets, à l'endroit où me serraient les menottes. J'ai beaucoup souffert. Ils venaient me donner des coups de crosse sur les mains. Je ne pouvais pas me protéger. Ils marchaient sur mes orteils avec leurs rangers. Regarde, j'ai toujours des traces de crosses. Je suis resté attaché au cocotier jusqu'à la tombée de la nuit.

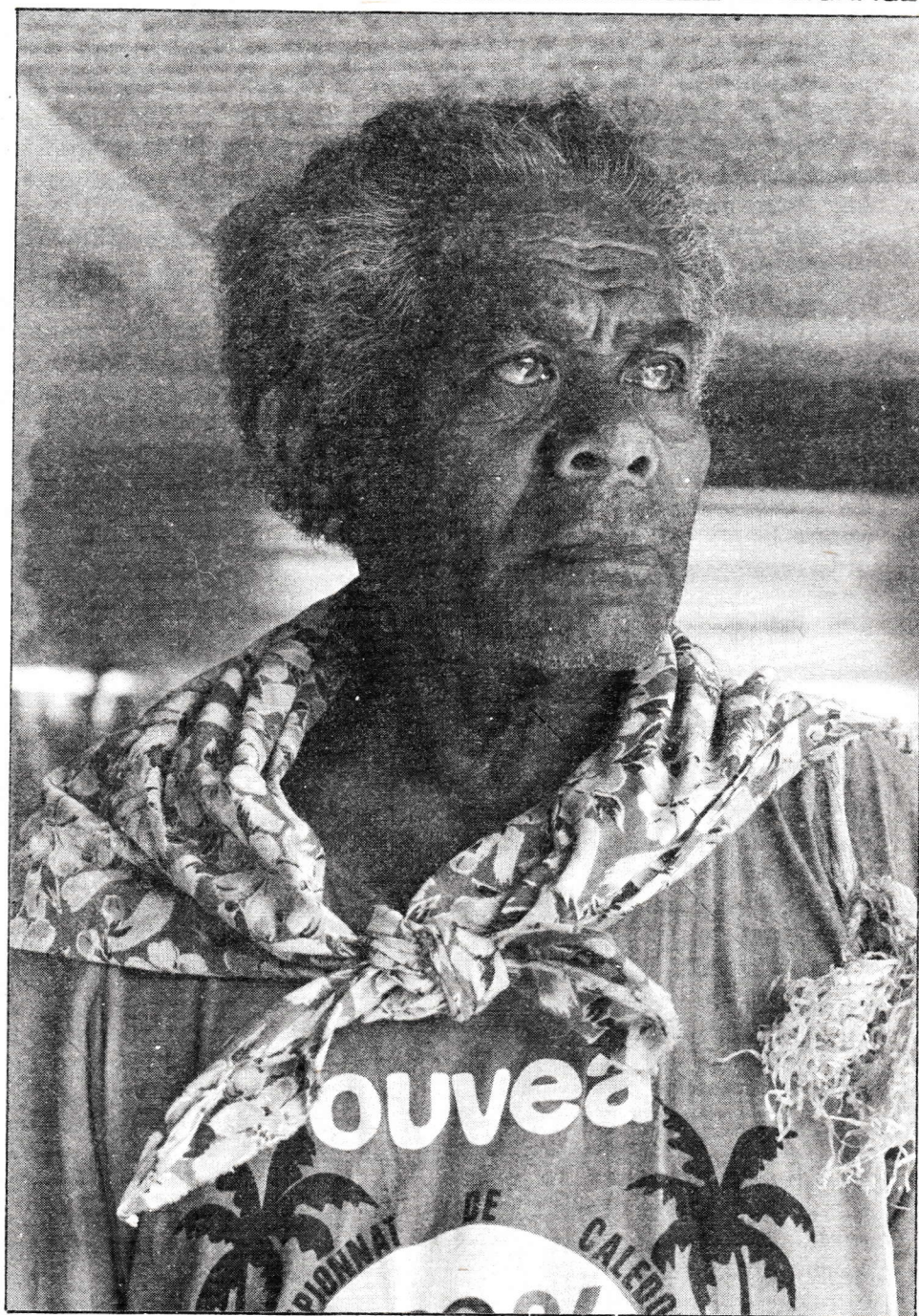
Ensuite, j'ai été attaché encore $\frac{1}{2}$ heure à un pied de tiaré, sur le côté du bureau de la gendarmerie. J'ai à nouveau réclamé l'assistance d'un médecin et du Procureur BIANCONI que j'avais aperçu à OULOUP. A OULOUP, il aurait dû venir.

Après, j'ai été attaché à la cuve de la gendarmerie, face à la chefferie DAOUME.

CONTRE-OTAGE

Vers 18h30, j'ai eu la première audition par le Substitut BIANCONI. Je lui ai expliqué les souffrances et tortures et demandé à nouveau un médecin. Il a refusé.

Je lui ai expliqué pour le communiqué, la discussion avec VIDAL et BENSON, leur déclaration de guerre, la démarche pour rencontrer



Charles Pedine IMWONE
Grand Chef de GOSSANAH

PONS. Il a répondu : "Je n'ai pas de pouvoir politique. Faites seulement une démarche pour libérer les otages".

J'ai alors compris que j'étais un "contre-otage".

J'ai refusé de collaborer puis j'ai répété nos revendications point par point. C'est là qu'il m'a inculpé et donné ordre aux OPJ (Officiers de Police Judiciaire) de commencer leurs interrogatoires.

Il avait eu une attitude amicale mais trompeuse. J'ai compris quand il m'a inculpé.

Ce n'était pas un acte de justice mais un chantage.

TENTATIVES D'ASSASSINAT

Vers 19 heures, les OPJ commencèrent à m'interroger. Ils m'interrogeaient sur deux points : participation à l'attaque de la gendarmerie et lieu de détention des otages. Evidemment avec des brutalités, des coups de bottes, ils me piétinaient les orteils.

Un OPJ m'interrogeait, des mobiles donnaient les coups. Le tout avec des insultes racistes, des menaces de mort, etc...

Je n'ai fait aucune déclaration. J'ai seulement dit que je voulais la présence de mon avocat et j'ai désigné Maître Gustave TE-

HIO.

Il n'y avait pas seulement des menaces de mort. Pendant l'interrogatoire ils m'ont fait deux provocations à tentative d'évasion.

Ils ont ouvert la grande porte face à la mer, puis ils ont enlevé mes menottes. Mais j'avais entendu ce que l'un d'entre eux disait doucement aux oreilles des autres : "faites le sortir à coups de bottes derrière". BENSON avait dit "tirez à 10 mètres". Ils essayaient de m'assassiner selon les ordres de BENSON. Mais comme j'avais compris, sitôt les menottes enlevées, je me suis assis à terre. Alors ils m'ont remis les menottes et rattaché au cocotier, alors qu'il y a des cellules à la gendarmerie.

Plus tard, ils ont fait une nouvelle provocation à tentative d'évasion. Ils m'ont fait à nouveau entrer. J'étais toujours malade, je m'appuyais sur le bureau pour ne pas tomber. Toujours à jeun et sans assistance médicale.

Ils ont encore ouvert la porte et retiré mes menottes. J'ai très ressenti qu'ils avaient décidé de m'exécuter, qu'ils avaient trouvé autre chose que les coups de bottes pour m'obliger à sortir. Alors j'ai crié le plus fort que j'ai pu pour alerter tous ceux qui étaient au bureau de vote à côté. Par chance, BIANCONI était dans ce bureau de vote, il s'est approché en leur disant : "on n'est pas en ALGERIE ici, pas de tortures ici, on est en démocratie".

J'ai dénoncé les deux provocations à évasion. Il a dit "arrêtez, il faut l'emmener à OULOUP". Je lui ai demandé de ne plus me quitter jusqu'à NOUMEA. Il a accepté.

C'est à la gendarmerie que j'ai compris qui est BENSON. A la tribu il semblait sympa.

En me faisant exécuter, il voulait me faire payer la détermination de la po-

pulation. Quand on a refusé de collaborer, BENSON était fou furieux. Derrière l'école, il criait : "ce n'est pas possible ! Ce n'est pas possible !", "ils ont une détermination politique extraordinaire ! On ne peut pas les avoir !".

Je suis parti tranquille, je savais que les gens allaient tenir.

BWENANDO : BENSON devait le savoir aussi, il a donc pu penser qu'en faisant tuer DJUBELLI, il intimiderait peut-être la population

DJUBELLI : On savait que le poids de notre action allait influencer le 2ème tour, ils seraient obligés de prendre en compte nos revendications. La position de la chefferie IMWONE était : **TENIR** ! Nous l'avons exposé à la population et aux militants. Ils ont accepté à l'unanimité par acclamations, applaudissements et en scandant des slogans, le tout sous la menace des fusils. Ils ont tenu.

BWENANDO : Comment s'est passé le voyage à NOUMEA ?

DJUBELLI : Tout d'abord nous avons fait FAYAOU-LOUP, BIANCONI à côté de moi, à l'arrière.

Ensuite d'OULOUP à TONTOUTA en Puma, en vol de nuit. Avec nous BIANCONI et deux hommes, deux mobiles.

A TONTOUTA la PJ (Police Judiciaire) nous attendait avec trois voitures. FAISSEN dans le fourgon, BIANCONI dans la 4L et moi dans la 504 en convoi jusqu'à NOUMEA. Comme je n'étais pas dans la même voiture que BIANCONI, les menaces de mort ont recommencé dans la 504. Un canon de revolver posé sur ma tempe, on me posait des questions sur ma participation à l'assaut de FAYAOU. Je répondais : "ce n'est pas à vous que je ferai des déclarations". Ils continuaient par des insultes racistes.

Nous avons été emmenés, FAISSEN et moi, à la caserne Meunier. On nous a mis nus, dans des cellules séparées.

Il faisait froid. On m'a encore refusé l'assistance d'un médecin. C'est vers 21, 22 ou 23 heures, je ne pouvais plus savoir.

Dans la nuit, entre minuit et 2 heures, j'ai encore subi 2 heures d'interrogatoire. J'ai continué à ne rien répondre. Evidemment avec des brutalités, des coups et des insultes. Parfois, l'un faisait le bon, l'autre le méchant. Je n'ai fait aucune déclaration, je n'ai rien signé. J'avais demandé pour rencontrer PONS, ce qui a été refusé.

J'avais été arrêté en manou, avec un slip et un T. Shirt. Sur mon insistance, cela finira par m'être rendu. Je n'avais toujours rien mangé. Je n'aurai un casse-croûte que le lundi à 10 heures. Du dimanche matin au mardi matin je n'aurai eu que ce casse-croûte.

J'ai vu un médecin le lundi matin. Il a refusé de m'ausculter. Il a refusé d'établir un constat des traces de coups que je portais. Il a seulement autorisé la continuation de mon traitement d'OUVEA.

On m'a mené au Juge d'Instruction ALLARD. Sans avocat, j'ai refusé de répondre.

On m'a conduit au Camp-Est. On m'a remis à l'isolement. Quand je suis rentré, tout le monde criait dans les cellules, les camarades savaient déjà que j'étais incarcéré.

Le lendemain, nouvelle audition à laquelle Maître TEHIO était présent. Comme seule déclaration au Juge j'ai seulement demandé une expertise médicale. Cela a été réalisé une semaine après. Les constatations ont été faites des coups et blessures ainsi que de ma maladie. J'ai été hospitalisé à Nouville avec Auguste avant le transfert sur PARIS.

BWENANDO : Comment étaient les conditions de détention au Camp-Est ?

LA PRISON

DJUBELLI : J'avais demandé la douche chaude qui a été refusée.

Les conditions de détention sont inhumaines dans les cellules des isolés. Un matelas sans drap sur une murette de béton. Il y a une grosse différence avec les conditions de détention en FRANCE. Pas de WC, mais des seaux. Pas d'informations, alors qu'à PARIS nous avions accès à toute la presse, écrite, parlée, TV. Le comportement des surveillants est ici inhumain. Pas de possibilité de communiquer avec le surveillant.

La direction du Camp-Est (le directeur et le sous-directeur) est venue me demander d'intervenir pour la libération des otages. Ils voulaient me proposer un marché, un chantage. J'ai coupé court à la proposition en disant au directeur que je voulais discuter avec PONS sur la base de nos revendications. Je les ai invités à continuer à réfléchir sur cette seule possibilité.

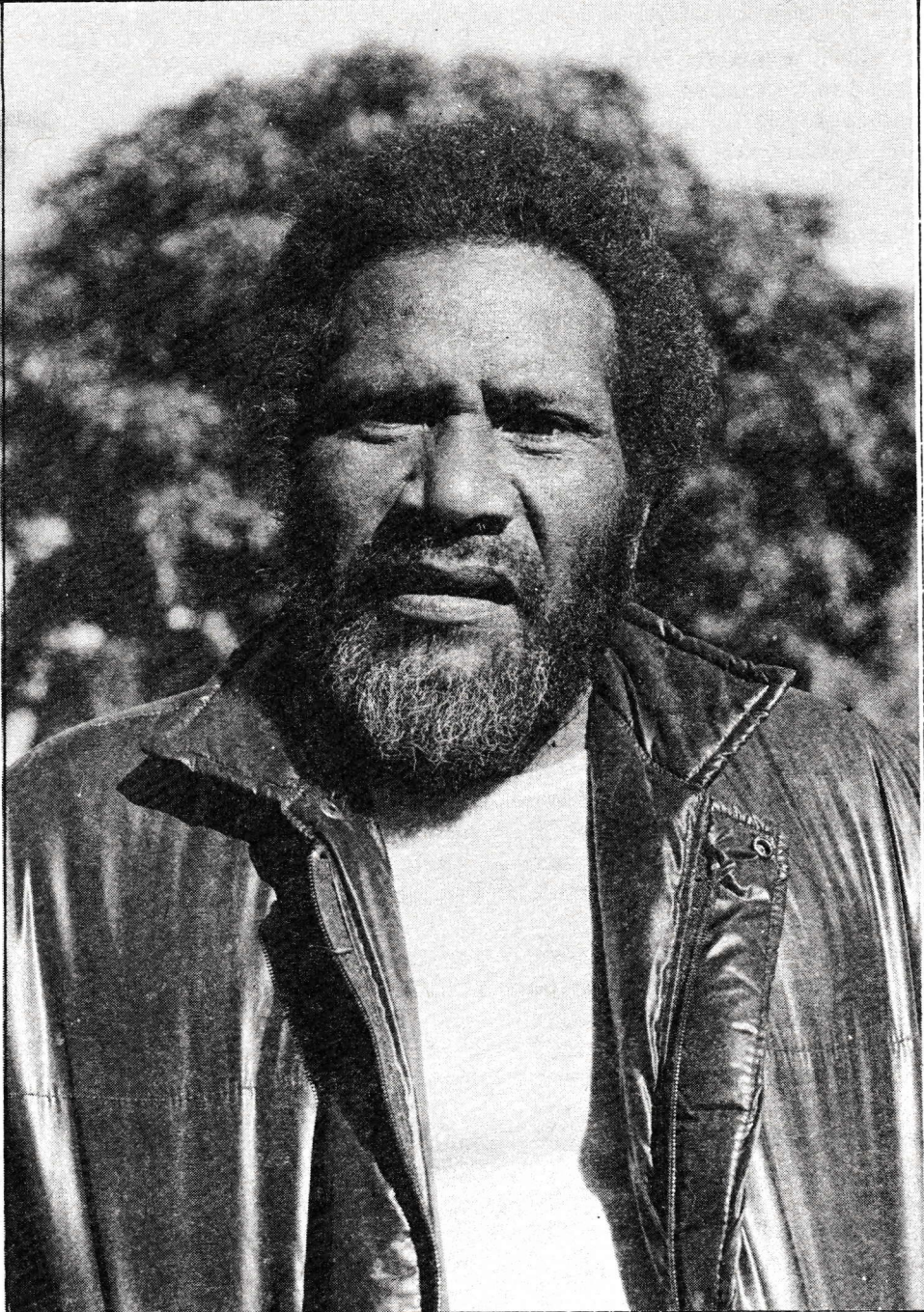
J'avais dit à TEHIO de demander ma liberté provisoire. Le Juge ALLARD a refusé, disant "impossible tant que les otages ne sont pas libérés" : nouveau chantage.

Après le 2ème tour, on espérait une déclaration d'amnistie. J'avais déjà écrit à CHERRIER, le mandataire de MITTERAND, dans ce sens.

BWENANDO : Mais tu as été transféré en FRANCE ?

DJUBELLI : Le 10 mai, à 4 heures du matin, les surveillants disent que nous sommes convoqués au tribunal. On est sorti sans petit-déjeuner. Beaucoup sans même le temps de s'habiller, sauf moi et Auguste POUMELI qui étions à l'infirmerie. Les autres sont en caleçon et T. shirt.

Comme nous avons été conduits par la petite porte, je me suis douté que quelque chose se préparait.



Faïssen TOUET

A la sortie, se trouvait le sous-directeur avec un autre homme qui nous a conduit jusqu'à PARIS. Cet homme, en civil, nous a passé les menottes.

Deux cars de gendarmerie nous attendaient dehors. Avant l'embarquement, nous avons subi une fouille à l'entrée des cars. Les sièges étaient déplacés. On nous a fait coucher par terre, menottés 2 par 2. Evidemment, nous subissions à nouveau des menaces de mort et des insultes racistes continuelles.

Au fond du car, on voyait des sacs. Il était clair que le tribunal n'était pas notre destination.

Nos pensées allaient loin... jusqu'au pire. Défense de bouger.

Il a fallu 10 minutes du Camp-Est jusqu'à Magenta. La durée nous a inquiétés. Sur la piste, on a vu qu'on était à Magenta où se trouvait un important dispositif militaire. On nous a rapidement fait passer à l'intérieur du Transall. Nous étions 29.

Pour la première fois j'ai pu voir tous les visages des camarades. Certains avaient le visage déformé par les coups. J'avais peine à les reconnaître.

Les gendarmes mobiles font les hôtes. Il y a plus d'hôtes que dans un

avion normal. Une "hôtesse" pour 2 passagers.

Le vol a duré longtemps. De Magenta, il me semble qu'on a volé jusqu'à OUEA, des camarades ont reconnu MOULI. Après un long vol on a atterri à TONTOUTA. On est arrivé à TONTOUTA à presque 8 heures.

A TONTOUTA, nous sommes descendus du Transall à la base militaire. Nous avons eu à nouveau affaire à la police pour une nouvelle identité judiciaire.

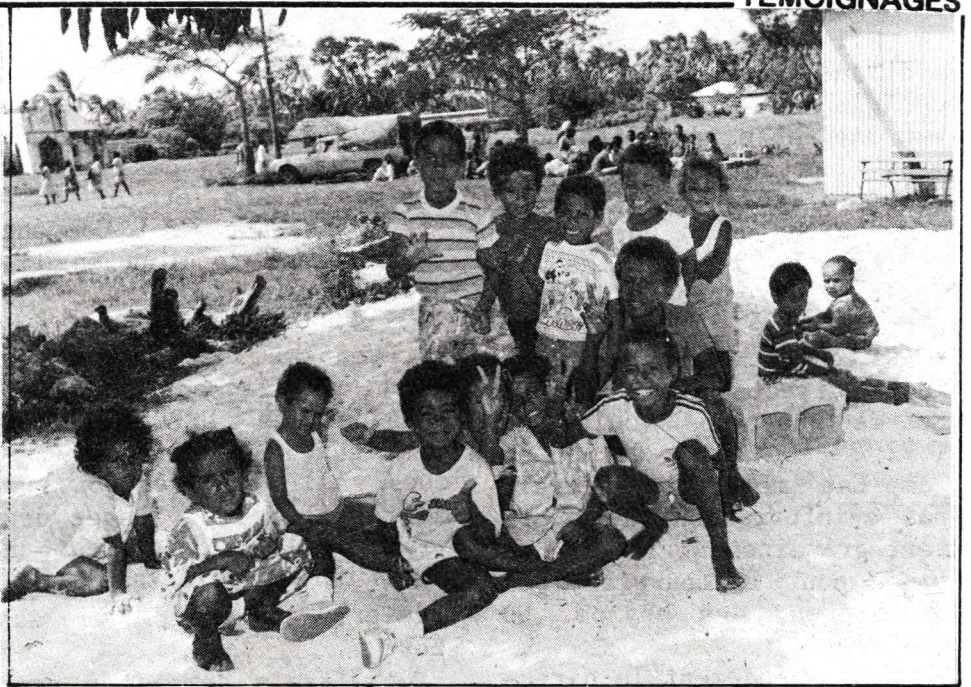
Toujours pas de café. Ils nous ont dit de faire nos besoins dehors, précisant que dans l'avion il n'y aurait pas de toilettes.

Vers 11 heures nous sommes montés dans un DC8 UTA réquisitionné pour notre transfert. On ne connaît toujours pas notre destination. Dans le DC8, encore plus "d'hôtesse" que dans le Transall. Trois "hôtesse" pour deux prisonniers, sauf Hilaire, Jonas et moi qui n'avions qu'un gendarme et deux militaires pour nous trois. Toujours pas de repas et nous ne connaissons toujours pas notre destination.

De temps en temps on communique discrètement entre nous, toujours sous les menaces et les insultes, mais les armes des "hôtesse" ont été déposées à l'avant de la cabine. Nous avons les bras et les pieds menottés. Les menottes des pieds sont attachées à celles des bras et au pied du siège. Nous ne pouvons donc pas bouger, condamnés à rester couchés en avant sans pouvoir se reposer, cela pendant 30 heures de vol et même pendant les escales.

Vers une heure de l'après-midi, on nous a prévenu qu'on aurait notre repas à l'escale sur l'atoll d'HAO, j'ai alors compris qu'on allait sur PARIS.

A HAO, à 10 heures du soir, on doit prendre le repas toujours menottés de la même manière. La plupart d'entre nous n'ont pas eu



la possibilité de toucher à leur repas, seulement le regarder. Les bras attachés aux pieds et au bas du siège, impossible de prendre fourchette, cuillère, etc... utilisation seulement des dents pour ceux qui y parviennent.

Comme toilettes, on nous a passé des pochons en plastique. Impossible de se mettre debout, toujours menottés comme décrit ci-dessus, vous pouvez donc imaginer le problème pour faire ses besoins dans des pochons en plastique sans pouvoir même déboutonner ses vêtements.

Nouvelle escale à NORTON, CALIFORNIA, dans une base militaire US.

Avec les deux repas pris dans ces conditions et sans possibilité de se reposer, nous sommes finalement arrivés en FRANCE, à EVREUX, très faibles physiquement. Pendant ce transfert, on n'a pas tenu compte des malades et des blessés. Aucun traitement. Vincent ADEDA, Jonas et Hilaire portaient également des blessures graves dues aux coups.

CHANGEMENT

A EVREUX, tout de suite, la première personne à se présenter est un docteur. On constate déjà la différence. "Etes-vous malade ?". Je n'ai répondu qu'à la seconde demande tant j'étais

étonné du changement. Des ambulances attendaient. J'ai déclaré pouvoir marcher.

Les pieds enfin détachés, on nous a répartis dans les différents cars à destination des différentes prisons : Bois d'Arcy, la Santé, Fleuri-Mérogis et Fresnes. Il y avait des représentants du ministère de la justice et des corps militaires.

Nous sommes allés d'EVREUX aux prisons en convoi, à très vive allure, avec une escorte de motards.

Arrivés à la prison de la Santé, nous étions accueillis directement par le directeur. Nous étions six. C'est fini les insultes, les menaces. Tout de suite il nous a demandé si nous étions malades. Si nous avions été bien traités pendant le transport. On a dit non.

Il a dit à ses surveillants de nous accorder tout de suite une douche chaude et des vêtements pour le froid. Il faisait froid à ce moment-là.

Aucun geste d'hostilité. Pour nous, c'est le début de la découverte d'une autre FRANCE. Le directeur lui-même donnait les ordres. Il a promis de repasser après le repas pour voir nos besoins immédiats. Après 135 ans, il a fallu une prison pour découvrir l'autre FRANCE.

Il est venu l'après-midi dans notre cellule. Une cellule d'isolement mais avec une table, des lits normaux, des toilettes, un lavabo. J'étais avec Touet. Nous avions aussi une armoire pour le linge et les livres. Le directeur a demandé nos besoins. "Est-ce que vous voulez avoir des contacts directs avec OUEA ? Est-ce que vous voulez la T.V. ?". On lui a dit qu'au Camp-Est même, on n'avait pas d'information. Il a offert gratuitement la TV, des blocs pour le courrier, des enveloppes, des stylos. Du thé aussi.

Non seulement la direction, mais les surveillants et les détenus ont eu ce comportement.

Ce traitement prouve ce qu'on disait après le verdict de TIENDANITE : il

y a une justice à deux vitesses, mais c'est la même chose dans les conditions de détention, les relations avec les forces de l'ordre, les magistrats, etc...

BWENANDO : Comment s'est passé ta mise en liberté provisoire ?

DJUBELLI : L'avocat qui est venu me voir en premier est Jean-Jacques DEFELICE. Jean-Jacques DEFELICE est un vieux sage, un homme de coeur. Il a un respect qui me rappelle les visages des vieux de la tribu. C'est un homme moral, politique, coutumier, juriste... il est tout.

J'avais demandé à rencontrer tout de suite le Juge pour une demande de mise en liberté. Ils me gardaient sans charges, je ne voyais pas pourquoi. La preuve, ils m'ont libéré.

BWENANDO : Comment penses-tu conclure cette première partie de notre entretien ?

DJUBELLI : Je conclurai en disant que nos prisonniers sont des otages. On a subi une déportation politique à la veille du bicentenaire de la révolution. Les prisonniers sont des otages car l'enjeu d'un marchandage. Le FLNKS n'a rien eu en préalable à la négociation alors que ROCARD a eu son "plan de paix civile". Avec le poids d'une promesse d'amnistie, les prisonniers en FRANCE comme ceux au Camp-Est sont devenus un moyen de pression.

NDLR : dans les numéros à venir, nous publierons la suite de notre entretien avec Djubelli WEA.

EXTRAIT DE LA LETTRE DU PERE F.X. DE VIVIES CURE D'OUVEA DATEE DU 18 MAI 1988

Ce négociateur a été refusé. Au nom de quelle éthique politique ? : "on ne négocie pas avec des terroristes"... Il y a là abus de langage, autointoxication des médias, mauvaise foi ("lorsqu'on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage")

Il s'agissait d'une séquestration, d'une pression, et non d'une opération terroriste. Des patrons d'usine ont été séquestrés par leurs ouvriers, il n'a jamais été question de terrorisme.

L'opinion publique est plus sensible à certains délits qu'à d'autres (et la justice aussi, de ce fait).

Un gouvernement a tous les droits, même celui de refuser à un peuple colonisé les droits qui lui sont reconnus par l'ONU. On peut asphyxier un peuple, le nier comme peuple... ceci est loin d'être toujours condamné. Mais que ce peuple soit acculé à certaines formes de pression pour se faire entendre et les bonnes âmes se mettent à pousser de hauts cris !

On ne peut pas recouvrir du même mot de "terroristes", les peuples qui luttent pour leur droit... et les groupuscules anarchistes style Brigades Rouges.

Ce qui s'est passé à OUEA doit être situé dans son contexte.

Ce contexte est une revendication politique soutenue par les pays voisins du Pacifique, l'ONU, et la "conscience" du peuple Kanak (Eglise Evangélique...).

Ce n'est pas une affaire de politiciens ambitieux, d'irresponsables, de terroristes.

C'est une affaire de conscience, un droit, une question de dignité, d'avenir, d'espérance pour un peuple.

Je n'ai jamais cru une seconde qu'une menace ait pesé sur la vie des otages.

Il n'y a que des gens ignorant totalement le monde mélanésien (ou ne le connaissant qu'à travers

l'image qu'en donne les médias... ce qui revient au même !) qui auraient pu croire à un danger pour les otages. Le seul risque était une pression des forces de l'ordre qui aurait pu créer une tension dangereuse.

Que l'on ait pu faire savoir qu'on craignait pour la vie des otages, dans le but de justifier la prise d'assaut, cela ne trompe personne ("Plus menteur que moi, tu meurs !").

Qu'il y ait eu "menace" d'exécution, cela n'est pas à nier. C'était rendu nécessaire pour être écouté. Jusqu'où faut-il aller !

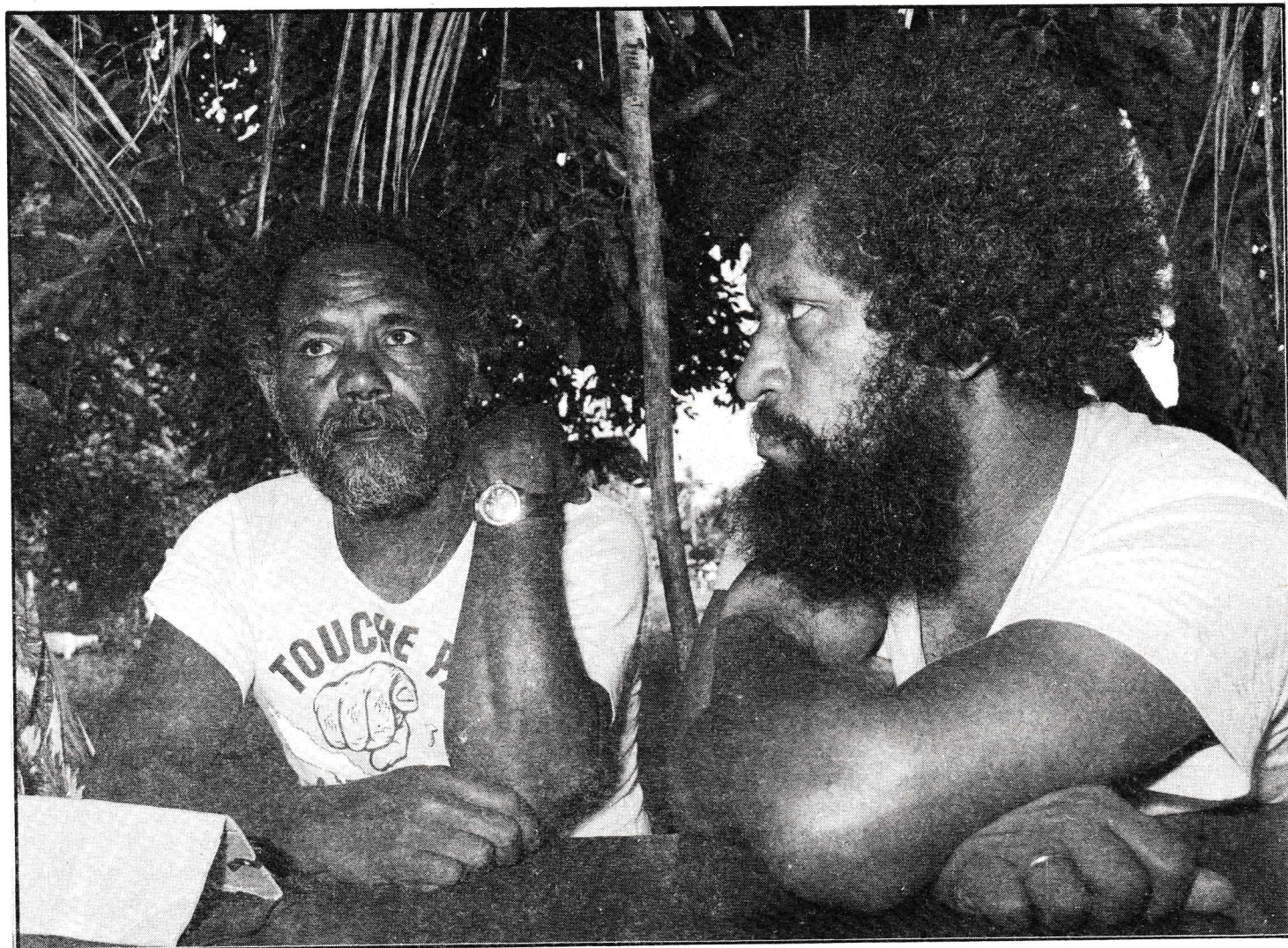
Une telle menace n'aurait jamais été mise à exécution pour des raisons évidentes :

- Une exécution aurait été unanimement condamnée et aurait fait perdre aux indépendantistes tout le crédit qu'ils avaient pu accumuler à l'échelon local, Pacifique, national ou international. Une telle éventualité était donc totalement exclue au départ.

- Il n'y avait pas dans la grotte la tension qu'on peut trouver dans un Boeing en bout de piste comme lors d'autres prises d'otages. La grotte était ouverte ; beaucoup d'allées et venues ; contacts avec la population extérieure.

Jamais l'un de ceux qui ont été tués ou qui ont été arrêtés, jamais quelqu'un de GOSSANAH n'aurait laissé abattre un otage de sang-froid. Ça ne se fait pas dans le monde mélanésien !

MAKI WEA



Noëi LAOUNIOU

Maki WEA

la résistance

WEA MAKI TRIBU DE GOSSANAH

Je m'appelle WEA Maki. Je suis né le 18 août 1948. Je suis marié, j'ai 3 enfants. Je suis de la tribu de GOSSANAH, OUVEA-KANAKY.

L'attaque de la gendarmerie, la prise d'otages, ont eu lieu le 22, le vendredi 22 avril 1988 à FAYA-OUÉ.

Vendredi, dans la matinée, nous avons monté des barrages au niveau de la tribu et dans l'après-midi, nous avons continué à occuper tout le terrain de football. Nous avons occupé des

carrières en plantant des pieux, des arbres, brûlant des pneus entre temps. Nous avons commencé à entendre les premiers hélicos qui survolaient St JOSEPH et nous avons réussi à empêcher les hélicos d'atterrir à la tribu, le vendredi après-midi.

On avait rassemblé toute la tribu dans les dernières maisons qui sont à l'est du village. Nous étions tous regroupés là, femmes et enfants et dans la nuit, nous nous sommes partagés encore en plusieurs groupes pour rejoindre les terrains que nous devons occuper pour

empêcher les hélicos d'atterrir.

C'était la nuit du vendredi à samedi. C'est-à-dire qu'il y a des équipes qui sont parties à 11 heures du soir, vendredi, qui ont travaillé toute la nuit pour planter tous les obstacles et les pieux sur les terrains qui sont à côté de la tribu.

...NOUS FAISIONS TOUT NOTRE POSSIBLE POUR EMPECHER L'ATTERRISSAGE DES HELICOS...

Et ensuite, samedi matin, moi, j'étais avec le groupe qui était sur le terrain du village. Nous faisions tout notre possible pour empêcher l'atterrissage des hélicos. Les femmes sont venues nous donner à manger vers 11h30.

Pendant que nous prenions notre repas au premier barrage du tournant à l'entrée du village, on nous a signalé qu'il y avait des militaires qui arrivaient par la route, à pied. Les femmes du premier barrage se sont repliées du côté de la coop.

J'avais oublié de dire que le vendredi soir, Johnny CHAOURI avait été arrêté par les gendarmes alors qu'il allait voir sa femme à FAYAOUE. Il a été gardé à vue dans l'église de ST JOSEPH, menotté et le matin, ils ne l'ont libéré qu'à la condition qu'il aille à la tribu de GOSSANAH pour essayer de prendre contact avec Djubelly (WEA). Alors, il est venu ici, à la tribu, vers 6h30-7h le samedi 23 avril. Il est entré dans la case et a essayé de raconter ce qui lui était arrivé puis a donné les propositions que VIDAL et compagnie lui ont données.

DJUBELLY

Je ne sais pas ce qui s'est dit dans cette case. Djubelly était là depuis un mois, il était malade. J'ai été envoyé pour aller chercher auprès de lui, une lettre dans laquelle il avait consigné nos revendications et pour essayer de les donner à VIDAL afin d'établir une prise de contact pour d'éventuelles négociations. Il y avait donc trois points importants :

- ↳ l'annulation des élections régionales,
- le retrait immédiat des forces militaires de IAAI,
- la nomination d'un médiateur nommé par MITTERAND et CHIRAC.

Alors le gars, il est parti, je crois vers 10h-10h30.

Pour reprendre ce que je disais plus haut, les militaires sont arrivés au moment où nous prenions notre repas au barrage. Ils avançaient sur la route et de loin, ils appelaient le nom de mon frère Djubelly, donc on l'a fait sortir de la case. Il s'est assis au milieu de la route et il nous a demandé d'en faire autant. Tout le monde l'a fait et il s'en est suivi une dispute entre les gradés et lui, mais je n'arrivais pas très bien à entendre.

Djubelly nous a dit de nous asseoir. Ils ont parlé entre eux là-bas sur la route, ensuite ils sont rentrés dans la case pour essayer de voir quelque chose à faire entre eux et la tribu. Je ne sais pas ce qui s'est dit dans la case. Nous, on nous a regroupé devant l'EPK(*), on était déjà entouré par les militaires. Un militaire est sorti de la case avec Faïssen nous demandant de donner trois volontaires pour essayer de fouiller dans les brousses s'ils peuvent localiser l'endroit où sont les otages et les nationalistes. Donc il y a eu trois jeunes qui sont partis, ils nous ont donné jusqu'à 2h30 le délai, il faut qu'à cette heure, ils soient revenus dans la tribu, sinon je ne sais pas ce qu'ils vont faire. Les trois jeunes sont partis, ils sont revenus à 2h30 pour leur dire qu'ils n'ont rien vu.

...ILS VONT REVENIR DIMANCHE DE BONNE HEURE A LA TRIBU POUR COMMENCER A RATISSER... TOUT LE MONDE EST DESCENDU, FEMMES, ENFANTS, VIEUX...

Ils se sont entretenus encore avec Djubelly, Faïssen et d'autres vieux. Le Colonel PICARD était là aussi. Ils nous ont dit qu'ils vont revenir à 17 heures à la tribu pour avoir une réponse.

Entre temps, il faut que nous, nous allions fouiller où ils sont les otages et ensuite ils ont rajouté que s'ils n'arrivent pas à 17 heures à la tribu, il faut qu'on descende à St JOSEPH à 19 heures pour dire la réponse. A 17 heures, ils ne sont pas venus à la tribu. Nous, à 19 heures, nous ne sommes pas descendus à St JOSEPH. Ils avaient ajouté, s'ils n'ont pas de réponse samedi soir, ils vont revenir dimanche de bonne heure à la tribu pour commencer à ratisser la tribu. Nous sommes repartis là-haut à "Paradis", nous avons mangé le soir et on s'est dit que demain, le dimanche matin, il faut se lever tôt et à 5h-5h30 tout le monde doit regagner la maison commune de l'EPK. A 5 heures du matin, le dimanche 24 avril, tout le monde est descendu, femmes, enfants, vieux à la maison commune.

Quelques temps, les militaires revenaient. Ils nous ont rassemblés encore devant l'EPK et de nouveau, ils sont rentrés en contact avec Djubelly et les vieux. Ils se sont réunis, ils ont rassemblés les femmes et les enfants, ils les ont mis dans deux classes de l'EPK et les hommes étaient rassemblés devant les EPK, du côté de la cantine. On était entouré de militaires, de gardes mobiles, de GIGN, ils nous pointaient de leurs armes de tous côtés. Ils nous disaient de ne pas bouger, sinon ils nous tiraient dessus.

VIVE KANAKY

Vers 10h30 environ, ils nous ont emmenés sous l'abri et on a sorti Djubelly de la case et sur le tas de sable qui est à côté. Le gendarme VIDAL était là aussi et on a laissé Djubelly faire un petit discours. Eux, ils étaient toujours là, toujours armés. Djubelly a commencé à lancer des slogans et nous, nous criions : "Vive KANAKY", "A bas l'ar-

mée française" et on levait le poing. Eux, ils étaient là, ils nous regardaient et VIDAL a crié : "Faites-le taire, emmenez-le là". Djubelly lui a tendu les bras, ils lui ont foutu les menottes, ensuite le cousin qui était là, qui accompagnait mon frère parce qu'il était malade, il a tendu aussi les bras et ils l'ont menotté aussi. Ils ont dit qu'ils vont les emmener avec le Chef. Nous leur avons dit que nous étions prêts aussi à suivre. S'ils ont besoin de gens de la tribu, nous sommes là mais la question d'indiquer là où étaient les otages, nous ne savons pas. Ils ont donc emmené les trois sur la route et les ont embarqués dans les hélicoptères : Djubelly et Faïssen dans le puma en direction de FAYAOUE et le grand Chef dans une alouette de la gendarmerie. Nous croyions qu'il allait être emmené aussi à FAYAOUE mais on a su après qu'ils ont survolé

un peu la forêt du nord pour essayer de lui demander où sont les grottes. On a su après que le vieux Chef a été largué en pleine forêt et a regagné la tribu à pied le soir.

Ils ont renvoyé les femmes et les enfants vers 2 heures pour qu'ils n'assistent pas à ce qu'ils vont nous faire. Elles sont parties, elles ont été prendre des marmites là-bas, parce qu'elles avaient préparé de bonne heure les marmites à manger à midi. Quand elles sont arrivées là-bas, tout ce qu'elles avaient préparé pour midi avait été bouffé par les militaires, parce que la cuisine est un peu au fond, retranchée là-bas, donc on ne voyait pas ce qui s'y passait. Toutes les femmes sont parties, elles ont emmené les marmites, elles sont venues de l'autre côté du terrain, c'est là qu'ils ont mangé. Nous, nous étions sous la tonnelle, ils ont relevé tous nos noms, date et lieu de naissance. Cela



s'est passé entre 13 heures et 14 heures et quand c'était terminé, ils nous ont libérés "regagnez chez vous". Nous sommes partis pour rejoindre nos femmes et nos gosses.

camp de concentration

202 PERSONNES

On était déjà en train de manger, d'autres ont terminé, voilà qu'une alouette est arrivée. C'était le maire d'OUVEA et BIANCONI. Il est venu nous voir, il disait qu'il était venu de NOUMEA pour essayer de voir avec nous si on peut avoir un contact, essayer de négocier s'il y a un moyen. S'en est suivie une discussion, on lui a dit que nous, nous ne savons pas, nous ne savons rien, on ne peut pas discuter. Ensuite ils sont repartis et nous avons décidé de revenir à la cantine, à la maison commune, il faut que tout le monde soit rassemblé là, personne ne doit regagner chez lui. Nous sommes restés là.

A 5 heures, les militaires sont revenus, ils ont encerclé et ils nous ont dit : "on vous donne 15 mi-

nutes pour aller chercher vos couvertures, vos nattes". A 6 heures, c'est le couvre-feu, plus personne ne sort dans le village. On a pris comme ça un petit casse-croûte pour manger vite et on nous a enfermés dans trois maisons, on était serré comme des sardines. Ils nous ont donné d'abord deux maisons, ensuite trois le lendemain. On ne pouvait pas dormir la nuit, les hommes ne dormaient pas. Les trois maisons sont : la cantine de l'EPK, c'est une maison en paille de 4m x 20 m ; la maison en paille d'une famille, elle mesure 14m x 3m ; et une maison en dur de 7m x 3m. Nous étions 202 personnes, hommes, femmes et enfants d'après le recensement que nous avons fait car on était déjà avec les gens de TEOUTA qui nous ont rejoints samedi matin. Dans la cantine il y avait

127 personnes, dans l'autre case 45 personnes et dans la maison en dur 30 hommes. Dans les trois maisons on a, soi-disant, dormi. Ce sont les gosses qui dormaient, nous nous étions assis avec nos femmes et nous étions entourés de militaires partout. Si quelqu'un voulait sortir, il fallait qu'il demande la permission. Pour aller faire nos besoins, on allait à un mètre-deux mètres derrière la maison parce qu'on était toujours pointé par les fusils des militaires. C'est comme ça que ça s'est passé la nuit du dimanche.

Lundi 25 avril le matin, on a été réveillés par des coups de bottes sur les portes. Ils ont fait sortir les hommes d'abord, ils ont demandé que tous les hommes sortent. Il faisait froid, il y avait la rosée et on nous a demandé que tout le

tortures , pillages et saccages

monde aille devant le temple là-bas. Ils nous ont rassemblés. Entre temps, il y a les militaires qui commençaient à faire le ratissage de la tribu, c'est-à-dire qu'ils commençaient à saccager les maisons. Parce qu'on était devant le temple et chaque fois qu'ils trouvaient quelque chose chez nous ici, ils couraient vers notre groupe devant le temple et ils disaient "voilà on a trouvé ça".

Par exemple, moi, j'étais assis, j'ai vu un GIGN sortir de chez moi avec un album à moi. C'était un album de 1977-78, album de photos. Sur une page il y avait une carte postale de Nidoish et Bourdinat dans le square Olry quand ils ont été bomber aux couleurs rouge et vert. Je l'avais mise au milieu de la page de l'album et j'avais découpé un article dans un journal, j'avais mis au-dessus de la carte postale "l'indépendance passe par le sang". Le GIGN courait et disait : "Ah j'ai trouvé quelque chose d'intéressant, venez voir !" et ils sont tous venus pour voir. Après je ne sais plus parce qu'ils ont pris l'album.

TORTURES A L'ELECTRICITE

Il y en a d'autres qui venaient, parce qu'ils étaient nombreux. Ils ont pris 6 ou 7 gars d'abord, passés derrière le temple. D'autres qu'ils ont emmenés à la maison commune. Puis ils ont commencé à faire les interrogatoires, à tour de rôle. Quand d'autres terminaient, ils ne rejoignaient pas le groupe, ils restaient là-bas où ils sont, certains sont attachés aux poteaux, d'autres sont postés derrière le temple.

Moi j'ai été appelé après, j'étais dans le deuxième groupe. Quand ils m'ont appelé, ils étaient

trois : 2 GIGN et un gendarme. Ils m'ont dit : "Toi tu es le frère de Djubelly,

**...MAIS MAINTENANT TU VAS
RAMASSER, TU ES UN ENCULE...**

hier c'était toi qui levait le poing et qui criait fort : 'A bas la FRANCE'. Mais maintenant tu vas ramasser, tu es un enculé". Ils disaient n'importe quoi, des insultes. Ils m'ont emmené dans la maison en dur qui était à côté de la cantine. Là ils m'ont collé au mur, les mains en l'air, puis ils ont commencé à m'interroger, me questionner. Moi je ne répondais rien, je disais que

je ne savais pas. Ils essaient de me demander où était la grotte et où étaient cachés les otages. Moi je répondais que je ne savais pas. Entre temps ils me donnaient des coups de poing. Le GIGN avait une matraque à décharges électriques. Il a commencé à me mettre la matraque électrique au menton. Chaque fois que je ne répondais pas aux questions il appuyait là, le branchait et je tombais par terre à cause de l'électricité. Moi je disais que je ne voulais pas répondre.

Les questions étaient : 'Où sont nos camarades ? Où est la grotte ? Où sont cachés les otages ?' Ils m'ont donné un cahier pour que je fasse un dessin, la carte



du nord d'OUVEA pour que je marque l'emplacement de toutes les grottes qu'il y a, mais moi je ne sais pas, je suis d'ici, je ne connais pas l'emplacement des grottes de OGNAT. Il m'a dit : "Non, il faut que tu marques, parce que tous tes copains qui sont passés avant ils ont déjà fait tous les dessins".

Chaque fois que je ne répondais pas, il me piquait avec la matraque électrique au cou ensuite à la poitrine, le ventre, j'ai compté, j'ai reçu au moins 6 à 7 décharges électriques. Chaque fois qu'il branche, on tombe par terre parce que c'est trop fort. C'était les GIGN qui me faisaient ça, l'autre il venait me questionner. Les deux autres étaient là aussi, ils me questionnaient à tour de rôle.

De la maison j'entendais les cris de mes neveux, des jeunes qui étaient dehors. Ils étaient torturés, mais je ne pouvais pas les voir parce qu'ils m'avaient mis tout à fait au coin de la maison.

Ensuite ils me disaient beaucoup de choses, ils me parlaient de la LIBYE, des Russes "pourquoi vous demandez l'indépendance et si vous avez l'indépendance demain, la LIBYE ou les Russes vont faire une base militaire ici à la tribu"...tout ça, beaucoup de choses comme ça. Ils sont restés avec moi à peu près 1h30 et ils sont partis. Ils sont sortis, je ne sais pas, ils sont partis chercher d'autres jeunes, ils ont appelé les paras et ils sont restés devant pour me regarder. Il y avait

d'autres jeunes dehors. Quand les autres paras sont venus me surveiller, ils m'ont demandé de rester à côté de la porte, c'est-à-dire au fond de la maison, comme ça ils peuvent me surveiller en même temps que les autres qui étaient dehors. De là où j'étais je pouvais voir le reste du groupe sur le terrain de football mais je ne pouvais pas voir les autres camarades qui étaient torturés sous l'abri. Chaque fois qu'ils faisaient les tours de gardes, il y avait l'autre qui recommençait à me lancer des phrases : "pourquoi vous demandez l'indépendance, vous êtes assez libres quand c'est la FRANCE ici" et tout ça.

le ministre pons passe en revue le g.i.gégène en pleine activité .

Moi j'étais dedans, ce jour-là on n'a pas pris le café le matin on n'a pas mangé à midi. De là aussi j'ai pu remarquer le vieux Noël LAOUNIOU qui était tombé malade, je l'ai vu évanoui sous le flamboyant, au poteau électrique. Ils nous ont passé un seau d'eau, c'est-à-dire chacun un verre d'eau. Dans l'après-midi, les militaires commençaient à investir la tribu, les hélicoptères atterrissaient tous les dix minutes à la tribu, les voitures tout ça, mais d'abord au début, les militaires sont venus appeler 5 ou 6 jeunes et des vieux pour enlever les barrages, les troncs de cocotiers, les cailloux, ils étaient six par groupe, ils déchargeaient les hélicoptères.

Tout ça c'était dans la matinée et en début d'après-midi, de la maison en dur où j'étais, j'ai pu remarquer l'arrivée de PONS. Il était arrivé lundi 25 avril dans l'après-midi. Je

j'ai vu descendre de l'hélicoptère et ensuite il est parti devant les deux classes de l'EPK, à peu près à 25 mètres du groupe qui était sous le flamboyant et à 20 mètres des jeunes qui étaient attachés sous l'abri,

**...PONS A OBLIGATOIREMENT
VU LES JEUNES SOUS SES YEUX
AGRIPPES AUX POTEAUX DE TORTURES...**

aux poteaux. IL a obligatoirement vu les jeunes qui étaient là, sous ses yeux, agrippés aux poteaux de tortures. Ça m'a beaucoup surpris parce qu'il parle tout le temps de coutume, du respect de la coutume et là il est venu fouler la terre d'une chefferie et il n'a même pas fait un geste coutumier. Ils ont discuté avec un militaire et en fin d'après-midi il est reparti.

Nous, nous étions toujours là. Tout cela je le voyais par la porte d'où j'étais. Je regardais depuis la maison en dur où l'on m'avait interrogé.

Il y avait d'autres vieux rassemblés dans le terrain de football, qui étaient dans le groupe de ceux pas encore interrogés, alors que ceux qui le sont déjà sont sous l'abri. Sur les poteaux, et d'autres sont à genoux sur le terrain qui est devant la maison en ciment. Ce qui est dur, c'est qu'ils font leurs interrogatoires et toutes leurs tortures devant nos femmes et nos enfants qui sont juste en face rassemblés dans les deux maisons, assistant à tout.

Les jeunes qui étaient devant la maison, ils portaient des cailloux à genoux, les mains écartées. Ils posaient des questions, donnaient des coups de bottes, coups de crosse et des décharges électriques.

Vers 17h30 - 18h, ils ont dit aux gars qui étaient sur le terrain de nous rejoindre dans les maisons où nous étions. Moi, on ne m'a pas fait sortir, j'étais dans ma maison. Il y a eu deux militaires qui sont venus me voir et ils ont demandé : "où va-t-on l'emmener celui-là ?".

Je n'ai pas tout de suite rejoint les autres camarades. Ils m'ont dit "toi tu vas aller là-bas, on va te faire quelque chose en face des autres bâtiments de l'EPK". Donc, ils m'ont emmené, il y avait un capitaine des paras, des bérets rouges. C'est lui qui m'accompagnait.

... NOUS LES PARAS POUR VOUS INTERROGER, NOUS VOUS AURIONS FAIT BEAUCOUP DE CHOSES...

Il m'a dit : "vous avez de la chance parce que ce sont les gendarmes mobiles et les GIGN qui vous interrogent. S'ils nous avaient laissés faire, nous les paras pour vous interroger, nous vous aurions fait beaucoup de choses. Eux, ils ont une limite à ne pas dépasser lorsqu'ils vous interrogent, mais nous, étant donné qu'il n'y a pas de journalistes, on peut vous faire tout ce qu'on veut, on ne sait pas les limites où s'arrêter". Cela se passait au terrain de football, il commençait à faire nuit. Je ne sais pas pourquoi il m'a libéré. Il m'a dit "maintenant tu vas rejoindre tes copains". Et je suis parti rejoindre les autres dans la maison commune, durant cette journée nous n'avons pas mangé.

La nuit du lundi au mardi, nous avons encore été regroupés dans ces trois maisons, serrés toujours, comme la nuit du dimanche. Donc mardi 26 avril au matin, on nous a réveillés comme lundi matin et on a continué à faire les inter-



Reconstitution avec COPIDEC

rogatoires. Ils emmenaient tous les hommes et entre temps, ils les interrogeaient. Le mardi, il y avait Antonin qui était venu de la tribu de WENEKY avec un couple, Henri et sa femme. Ils ont essayé de discuter avec nous pour voir si on peut faire quelque chose pour les otages et les nationalistes, pour essayer de voir où ils sont.

De là, avec le lieutenant DESTREMEUX, ils ont essayé d'aller fouiller l'endroit, puis ils sont partis. Antonin, Cyril, Login et le Capitaine. Nous, nous sommes restés.

On ne sait pas ce qui s'est passé au niveau des recherches. On a su après dans l'après-midi qu'ils ont pu localiser la grotte où étaient nos nationalistes et les otages.

... IL A DEMANDE QU'ON LIVRE LES FEMMES DES NATIONALISTES...

On a mangé très vite le soir, vers 17h30. Puis vers 19h30 les trois gendarmes sont venus avec le Colonel PICARD, ils sont entrés dans la case où nous étions; il a demandé qu'on livre les femmes des nationalistes qui sont dans la grotte. Il a demandé qu'on donne 7 femmes des nationalistes qui sont

là-haut, surtout celles de TEOUTA. Elles se sont levées et sont allées avec les gendarmes. Ils nous disaient que c'est pour essayer de négocier avec ceux qui sont dans la grotte parce que c'était difficile, peut-être qu'avec la présence des femmes ils vont céder.

Donc ils ont pris les femmes et les ont mises derrière l'EPK, c'était le soir déjà et nous avons mangé sans la présence des femmes. Le groupe des coutumiers qui s'est rendu là-haut est revenu vers 20 heures, la nuit déjà. C'est à ce moment que Sammy, le gendarme Kanak, a pu voir les femmes et les a renvoyées dans la maison.

Ceux qui s'étaient rendus à la grotte sont rentrés dans la nuit du mardi et nous nous sommes réunis avec les vieux et les jeunes de la tribu pour voir ce qu'on va faire le lendemain. On a donc décidé que pour les recherches, il faut qu'on prépare les coutumes, on ne veut pas que les Chefs montent là-haut, les Chefs de clans et tous les coutumiers. C'était aussi le mardi 26 avril que les trois camarades qui ont été désignés le samedi dans la journée pour essayer de localiser l'endroit où sont les otages ont été arrêtés et emmenés à FAYAQUE.

MERCREDI 27 AVRIL

Mercredi 27 avril au matin, nous avons été encore réveillés par les coups de pied sur les portes, ils nous ont demandé de sortir dehors. Ils demandent que les coutumiers les accompagnent alors que nous n'avons pas encore terminé d'organiser ce que nous allons faire là-haut, au niveau des coutumes. Eux, ils sont pressés et c'est le gendarme Sammy, un gendarme mélanésien originaire de LIFOU, qui essaie de leur expliquer : "Attendez, il faut que les vieux organisent comment il faut faire la coutume". Sammy parle avec les autres, mais d'autres commençaient déjà à partir et nous sommes restés là.

Nous avons remarqué que la pression commençait à descendre un petit peu au niveau de leur interrogatoire. Ensuite, ils sont partis, je ne peux pas raconter ce qu'ils ont fait là-haut parce que je n'y étais pas. Nous étions toujours groupés dans trois maisons, nous ne sortions pas. Pour sortir, il fallait demander l'autorisation et nous avions quand même réussi à obtenir que trois ou quatre femmes sortent un peu à la cuisine pour faire quelque chose à manger à midi. Mais des maisons où nous étions, nous voyions comment les militaires envahissaient notre village. nous comptions jusqu'à 8 pumas qui atterrissaient sur le terrain, une alouette et plus de 30 véhicules militaires : des 4x4, des jeeps.

... BIANCONI A BARATINE UN PEU ; COMME IL EST JUGÉ, IL A FAIT UN SACRE DISCOURS...

On voyait les militaires partout et nous ne pouvions sortir. D'une maison, je regardais vers chez moi et je voyais comment ils saccageaient la maison. Les autres me disaient qu'ils

les voyaient sortir, prendre des affaires. Les types qui ont été à la grotte sont revenus le soir et dans la nuit de mercredi ils ont entamé les négociations avec les nationalistes.

JEUDI 28 AVRIL

Jeudi 28 avril au matin, nous nous sommes réveillés et c'est là que nous avons su que Philippe(*) était venu dans la nuit avec "son garde du corps", le "général" LOJIN, c'est un gars de la tribu qui l'accompagnait. Ils sont remontés le jeudi matin et nous ont dit que les militaires vont commencer à dégager la tribu. Donc dans la matinée du jeudi, le Colonel PICARD était venu avec le Chef de la gendarmerie de FAYAOUÉ : LACROIX, et BIANCONI. Ils étaient venus nous rassembler dans la case, là où ils nous ont fait une coutume. C'était BIANCONI qui a pris la parole, il a baratiné un peu ; comme il est Juge, il a fait un sacré discours, il a jamais cité NOUVELLE-CALEDONIE. Quand il parle de la CALEDONIE, c'est KANAKY. Il parle du peuple Kanak, qu'il faut qu'on essaie de négocier, de voir ensemble, de décider ensemble pour qu'il n'y ait pas de sang qui coule encore. Et pour les revendications : les nôtres et celles des gendarmes, il nous disait qu'il ne pouvait pas satisfaire tout le monde. "Il y a des revendications à vous dont on ne va pas tenir compte, il y a des revendications des militaires ou des gendarmes dont on ne va pas tenir compte. Donc que chacun essaie de faire quelque chose pour qu'on arrive à un compromis". Et il nous a promis qu'après les événements, ils reviendraient dans la tribu, à la chefferie pour faire une grande coutume avec notre Grand Chef. Tout le monde a bien écouté BIANCONI et je crois que c'est à partir de là que nous avons eu tellement con-

fiance en ces messieurs. Avant de partir, il a embrassé notre Grand Chef, c'était le jeudi matin. Pendant qu'on faisait la coutume, on voyait les militaires sur le terrain qui descendaient de la route, ils étaient sur le terrain en train de ranger leurs affaires, les camions qui commençaient à partir. C'est vers le début de l'après-midi que le terrain a été évacué complètement.

... ILS ONT CASSE LES FENETRES, LES DEUX PORTES ET ONT PRIS TOUT CE QU'ILS VOULAIENT DANS LE MAGASIN...

Jeudi 28 avril, c'est là qu'on a commencé à être libre au niveau de la tribu. Moi, j'étais dans la maison et le Colonel PICARD est venu m'appeler avec un autre gendarme parce que j'ai un petit magasin à côté. Ils sont restés ici 5 jours, ils se sont servis du magasin, ils ont cassé les fenêtres, les deux portes et ont pris tout ce qu'ils voulaient dans le magasin. Ils m'ont appelé pour que j'essaie de faire un inventaire. Je leur ai dit que je ne pouvais pas faire un inventaire comme ça, mon magasin est un magasin de tribu, je n'ai pas de cahier, il y a un gars qui vient servir. J'ai essayé de voir à peu près ce qui manque dans le magasin, nous avons évalué ensemble, ça arrivait jusqu'à 300.000 F, mais comme ça, vite. Depuis je n'ai pas encore fait d'inventaire complet. Quand je suis revenu au magasin pour la première fois, depuis dimanche, j'étais fou quand je suis entré, tout a été pris : des chaussures, des seaux, des casseroles, des bols, la vaisselle, des vêtements, des boîtes. J'ai fait une facture de presque 300.000 F, j'ai fait une copie, je leur ai donnée et ils nous ont dit pour nous intimider parce qu'ils allaient quitter la tribu, qu'il faut qu'on appelle les

familles pour essayer de voir (c'était PICARD) les dégâts dans chaque maison, chaque famille et par la suite de demander à telle famille ce qu'elle a perdu. Chez moi, ils m'ont tué 24 poules pondeuses dans mon poulailler, c'est-à-dire qu'ils ont fait des brochettes par là. Ils ont emmené ma télé, ils ont cassé l'antenne, ils ont pris ma voiture. Le samedi, ils ont utilisé ma voiture, c'est une camionnette, et comme elle ne marchait plus, ils ont cassé la suspension avant, ils l'ont abandonnée de l'autre côté de la route, ils ont jeté les clés. Dans la maison c'est pire, ils ont tout chaviré le linge, ils ont pris les sculptures, les coquillages, les sacs de couchage, les couvertures. L'argent, je ne sais pas, comme je disais, mon magasin je ne fais pas une comptabilité ; si c'est un cousin qui vient, il sert et je ne sais pas combien il y a dans la caisse, il y a de l'argent, je ne fais pas attention. Ils ont pris aussi ma cibi et mon antenne de base et les fils qui vont de l'antenne, tout ça c'est cassé, derrière l'école.

JEUDI 28 AVRIL

La nuit du jeudi 28 avril, c'est la première nuit où nous sommes un peu libérés. Nous avons pu dormir parce que les militaires sont retranchés vers la tribu de WENEKY, mais depuis dimanche nous n'avions même pas eu de contact avec les autres tribus. Je voudrais aussi rajouter que pendant la discussion avec le Chef LACROIX, PICARD et BIANCONI, nous nous sommes mis d'accord pour donner à manger aux otages et aux nationalistes. Donc, vendredi matin nous avons commencé à envoyer le café la-haut. Nous nous levons tôt le matin, vers 4h30, pour préparer le café, nous amenons 4 à 5 bouillottes de café-thé, du pain, des "sao" et après nous avons commencé à faire des



Reconstitution

fours de cochons, de chèvres, de poissons pour essayer de bien nourrir les otages parce que cela a été décidé ensemble, qu'on trouve une solution pour qu'il n'y ait plus de morts. Et nous avons continué à faire ce travail jusqu'au moment de l'attaque.

LE COLONEL PICARD APPELAIT LES GOSSES POUR LEUR DISTRIBUER DES BONBONS, DES GATEAUX ; ILS JETAIENT PAR TERRE ET LES ENFANTS COURRAIENT POUR LES RAMASSER...

Donc, pendant ces jours jusqu'au mardi 3 mai, chaque jour le gendarme arrivait ici à la tribu avec le Colonel PICARD et appelait les gosses pour leur distribuer des bonbons, des gâteaux, ils jetaient par terre et les enfants courraient pour les ramasser. Le seul jour où ils ne sont pas venus à la tribu c'est le mercredi 4 mai, c'est-à-dire la veille de l'attaque, on n'a même pas vu un gendarme ou un militaire. Entre temps, quand les porteurs de thé et le vieux sont revenus de la grotte, ils ont dit aux gens de la tribu de préparer des casse-têtes, des nattes, des petites cases pour préparer la coutume au moment de la

libération des otages et pour l'arrivée d'Antenne 2 qui devait avoir lieu le mercredi 4 mai. Une conférence de presse était prévue et ils devaient profiter de l'occasion pour libérer deux ou plusieurs otages. Nous étions prévenus de l'arrivée d'Antenne 2 et de la conférence de presse de nos nationalistes par BIANCONI et par le vieux Joseph.

... A LA TRIBU, NOUS AVIONS COMMENCE A FAIRE D'AUTRES CASSE-TETES POUR PREPARER LA LIBERATION DES DERNIERS OTAGES...

C'était prévu pour le mercredi 4 mai, mais cela ne s'est pas passé le mercredi 4 car il faisait mauvais, il y avait la pluie, mais nous avons déjà envoyé un casse-tête et un bout de manou que nous avons donnés au livreurs de thé. C'est le mardi 3 mai, je crois, que nous avons envoyés tout ça à la grotte. A la tribu, nous avons commencé à faire d'autres casse-têtes pour préparer la libération des derniers otages. Les femmes avaient déjà tressé les deux nattes. Il y avait plus d'une vingtaine de casse-têtes prêts. On faisait petit à petit pour terminer.

JEUDI 5 MAI

Jeudi 5 mai au matin, comme d'habitude, nous nous sommes réveillés à 4h30 pour préparer le café. Nous avons envoyé les bouillottes et le reste avec les jeunes qui sont partis en voiture et la voiture est revenue quelques minutes après, on commençait à entendre les hélicoptères survoler la tribu, ils survolaient la forêt. Ils ont survolé plusieurs fois et on a commencé à entendre des coups de feu, parce que de la tribu on entendait bien, ça résonnait bien. On assistait bien à tout cela. On ne voyait pas de fumée mais on entendait les hélicos et on a vu passer les camions à toute vitesse vers la grotte.

... ILS ONT TIRE SUR L'HELICO ET L'IMPACT DE LA BALLE ETAIT A 5 CM DU RESERVOIR...

Tout d'un coup on a vu sortir les jeeps de la route, il y en avait 6, chargés, et ils sont descendus à toute vitesse avec les fusils pour faire sortir tous les hommes des maisons. Ils nous ont poussés le long des murs et nous ont collés le dos au mur. Tout le monde a été fouillé "les mains en l'air, personne ne bouge". Là il n'y a plus de bonbons. Ils ont dit : "Maintenant on va vous emmener pour un contrôle d'identité à St JOSEPH", mais ils ne pouvaient pas nous embarquer parce que les voitures étaient pleines. Alors ils ont demandé le car qui était à St JOSEPH pour venir nous récupérer. Le chef de leur groupe est parti en disant à ses gars qu'il ne faut pas que quelqu'un bouge, s'il y a quelqu'un qui bouge, qui fait des gestes "Eh ben, allez cacahuètes! hein". Il a dit comme ça, je ne sais pas ce que ça veut dire "cacahuètes". Le car est arrivé et nous a embarqués. Arrivés à St JOSEPH, le car s'est arrêté juste à côté de l'é-

glise. Nous sommes restés dedans et nous avons attendu. Ils ont dit que le cahier n'était pas là pour la vérification des noms, il faut attendre le chef de la brigade. Peu de temps après, voilà LACROIX qui s'amène avec son carnet et il commence à faire l'appel, relever les noms.

Il y avait 4 militaires qui étaient dans le car avec des fusils, et dans le car j'ai entendu leur discussion. Ils faisaient des tours de garde pour nous surveiller. Il y avait un soldat qui disait au deux autres que là il tenait le fusil du gars qui a été blessé, d'un militaire qui a été blessé dans l'hélico. Il disait donc aux autres qu'ils avaient de la chance parce que pendant l'attaque ils ont tiré sur l'hélico et l'impact de la balle était à 5 cm du réservoir de l'hélico, sinon il serait cramé là-haut. Il a dit que la balle a traversé l'hélico ensuite ça a touché sa jambe puis son bras. Je me souviens que le gars a dit que le prénom du blessé était Jean-Marc.

... DE LA TRIBU ON ENTENDAIT DES TIRS D'ARMES AUTOMATIQUES, DES EXPLOSIONS EN MEME TEMPS ET LES HELICOS...

Je pense qu'ils nous ont amenés vers 8h30-9h00 le matin. De la tribu on entendait des tirs d'armes automatiques, des explosions en même temps et les hélicos. J'ai pu remarquer qu'il y avait 4 hélicos et une alouette qui surveille toute l'opération tout en haut. Je pense que quand on nous a embarqués, ça commençait déjà à se calmer, il y avait moins de tirs qu'au début.

On nous a laissés à St JOSEPH. On a vu arriver les gendarmes, ils avaient été faire une perquisition. Ils sont revenus avec deux jeu-

nes de la tribu de HEO. Ces deux là ont été embarqués avec nous, il s'agit de : Pilone OMNIWACK et Pascal OUCKEWEN.

Donc nous sommes restés dans le car jusqu'à midi puisqu'on les voyait casser la croûte. Ils mangeaient des oranges et c'est après que j'ai pu remarquer l'arrivée de Philippe LEGORJUS. Je l'ai vu passer vers midi à peu près derrière le car, il est allé devant l'église vers la paroisse où habite le père. Il avait un fusil et portait un habit militaire, il avait une tache sur le visage, je ne sais pas si c'est du sang ou de la boue, c'était un peu loin, à 25 m du car. Peu de temps après il est sorti de la paroisse en caleçon jaune, torse nu avec une serviette autour du cou, il se dirigeait vers chez les soeurs et ensuite, 10 à 15 minutes après, il est revenu, a été se doucher et a regagné l'endroit où habite le père. C'était là leur quartier général. Des militaires sont rentrés dans le car, le chef a dit : "Il faut bien garder ces gens. On va aller à FAYAOUE pour contrôler les identités". Alors nous sommes partis.

... NOUS AVONS VU DEUX OU TROIS MOBILES QUI TENAIENT LE GRAND CHEF DE WADRILLA EN JOUE AVEC DES FUSILS...

Vers 13h00-13h30, nous sommes passés à WADRILLA et là nous avons dû ralentir car il y avait une opération à la tribu. Nous nous sommes arrêtés à côté de la chefferie et là nous avons vu deux ou trois mobiles qui tenaient le Grand Chef de WADRILLA en joue avec des fusils. Aussitôt un gendarme a dit au chauffeur : "Non, allez continue". Alors nous sommes allés à la gendarmerie. Le car s'est arrêté et nous sommes descendus, mais pas ensemble. Moi, j'étais

parmi les premiers à descendre, je crois que c'était deux par deux ou quatre par quatre, toujours accompagnés de quatre ou cinq mobiles. On nous a mis au milieu de la cour et là "Allez messieurs, maintenant on va passer la visite". Ils ont demandé que tout le monde se deshabilles devant eux. Ils étaient là à nous regarder... ils avaient des fusils. Ensuite, on nous a enlevés nos vêtements pour fouiller les cols de chemise, les ourlets tout ça. Ils ont pris un peigne ou une brosse pour nous brosser les cheveux. Je ne sais pas ce qu'ils nous cherchaient dans les cheveux.

Ensuite, ils nous ont refoutus en cellule. Aussi tout le monde est descendu. Ils sont revenus dans les cellules, nous étions 14 ou 16. Ils nous ont sortis, menottés deux par deux, ensuite ils ont passé une corde entre les deux menottes et on me crochait moi et mon copain. Ils ont accroché les deux autres et ainsi de suite. Puis ils ont attaché la corde derrière un tronç de cocotier et devant ils attachaient et repassaient la corde pour l'autre ligne. Ils nous ont laissés là. Pour le reste du groupe, ils les ont fait entrer dans la cellule et les ont enfermés. Nous, nous étions sous les cocotiers, nous avons passé toute la fin de l'après-midi là jusqu'au soir et les gendarmes nous surveillaient à tour de rôle. Ils étaient quatre ou cinq.

Dans l'après-midi, nous avons entendu leurs conversations, ils disaient que les otages étaient tous libérés, qu'il n'y avait pas de mort chez les otages et qu'ils vont sabler le champagne.

A 20h00-20h30, nous avons été surpris de l'arrivée du Colonel PICARD nous disant qu'il y a 19 morts, que c'est grave. Mais auparavant, ceux qui nous gardaient, avaient dit que : "Tous vos copains qui sont

**... NOUS AVONS ETE SURPRIS
DE L'ARRIVEE DU COLONEL PICARD
NOUS DISANT QU'IL Y A
19 MORTS, QUE C'EST GRAVE...**

dans la grotte, ils sont morts, DIANOU, LAVALLOIS, tout le monde..." PICARD nous a demandé si nous avions mangé, nous avons répondu que nous n'avions pas pris le café, que nous n'avions pas mangé à midi et que nous n'avions pas mangé le soir. Il a été voir les mobiles qui nous ont donné deux litres d'eau, des biscuits et il est reparti. Nous sommes restés là. Peu de temps après, il a commencé à pleuvoir et toute la nuit de jeudi il a plu à torrent, même ça a soufflé un bon moment. On tremblait, c'est la première fois que j'ai passé une nuit comme ça. J'ai tremblé du soir jusqu'au matin, j'étais tout mouillé surtout que je portais un pantalon long. Le copain qui était à côté de moi avait la main qui tremblait. Le matin de bonne heure, ils sont venus détacher les cordes qui nous attachaient aux cocotiers pour nous mettre sous un abri.

**... TU VAS ALLER EN PRISON,
EN COURS DE ROUTE TU VAS SIGNER TA DECLARATION...**

Dans la nuit, quand il commençait à pleuvoir, un camarade a demandé s'ils pouvaient nous emmener sous l'abri. Ils ont répondu : "Vous n'avez qu'à rester là, ça va vous laver un peu". Nous sommes restés là. Le matin, ils nous ont mis sous l'abri et sont venus parce qu'ils savaient qu'il y avait les "têtes" ; ils ont demandé Cyril, Etienne, Gervais, Simon et moi-même, nous étions cinq. Ils nous ont emmenés dans le bureau

de la gendarmerie et entre temps ils ont libéré les autres. Nous sommes restés là, chacun est interrogé par un O.P.J jusqu'aux environs de 11 heures.

Les questions qu'ils nous ont posées sont : "Quand est passé le convoi ? Où étiez-vous pendant le passage des otages ? Est-ce que vous connaissez l'endroit où on a mis les otages ? Qui est-ce qui a organisé l'attaque ?".

Puis j'ai entendu le Juge qui est arrivé le matin, une femme est venue avec lui. Je l'entendais parler avec un autre O.P.J., j'ai entendu quand ils parlaient de l'interrogatoire des prisonniers, c'est-à-dire ceux qui sont partis à NOUMEA. Il disait que ça s'était passé jusqu'au matin. Après l'interrogatoire on m'a emmené et mis dans la cellule, c'est là que j'ai trouvé les quatre autres copains dans la cellule. Là ils nous ont dit d'attendre parce que le Juge va essayer de regarder nos dossiers, et après la lecture de nos déclarations on va savoir si on va nous emmener en prison ou nous libérer. Nous sommes retournés dans la cellule et vers 13h00-13h30, ils sont venus nous chercher. Ils m'ont dit : "Tu vas aller en prison, en cours de route tu vas signer ta déclaration". On a signé les papiers. Ils nous ont dit : "Vous voyez le bordel, ce qui est arrivé, il ne faut plus recommencer ce que vous avez fait, c'est mauvais". Ils nous ont libérés, ils nous ont emmenés au portail vers 14h00, ils nous ont dit : "Maintenant, vous vous débrouillez pour regagner votre tribu". Nous leur avons répondu que nous habitions à 35 Km de FAYAOUÉ, nous n'avons pas d'occasion, il faut donner une voiture pour nous accompagner. Ils ont répondu : "On n'a pas de voiture à la gendarmerie, vous vous débrouillez à trouver une voiture". Nous

sommes partis.

J'ai oublié de signaler que pendant que nous étions dans le car, chaque fois qu'il y avait un des trois qui rentrait pour prendre la relève ou un chef qui rentre, avant d'entrer ils fermaient les narines, ils disaient que ça sentait mauvais. C'est malheureux de dire toutes les insultes qu'ils nous envoyaient dans le car, mais nous ne répondions pas, ils disaient que ça pue, sales Kanak, tout ça...

WEA Maki.

(*) EPK : Ecole Populaire Kanak.

C'est à la tribu de GOSSANAH qu'a été implanté l'embryon de l'Université Populaire de KANAKY.

VIDAL : Général VIDAL, Commandant supérieur des troupes françaises dans le Pacifique.

Philippe : Capitaine du GIGN
Philippe LEGORJUS



Les familles des victimes d'OUVEA à l'aérodrome de MAGENTA dans l'attente d'un vol pour se rendre au deuil

BWENANDO

Le premier journal de KANAKY
B.P. 1671 NOUMEA

Directrice de publication
Suzanne OUNEI

Directeur adjoint
Luc TUTUGORO

Composition, montage, photo-
gravure : BWENANDO
Tirage : 5000 exemplaires ICP

ABONNEMENT/CCP 123/55 M

Le nouveau tarif d'abonnement
est le suivant :

- NOUVELLE-CALEDONIE

1 an ou 24 numéros :
6000 F

6 mois ou 12 numéros :
3000 F

- FRANCE

1 an ou 24 numéros :
9000 F ou 495 FF

6 mois ou 12 numéros :
4500 F ou 247 FF

abonnez-vous
a
bwenando

EXTRAIT DE LA LETTRE DU PERE F.X. DE VIVIES CURE D'OUVEA DATEE DU 18 MAI 1988

Les gens de GOSSANAH, une fois que l'étreinte des forces de l'ordre s'étaient desserrée à leur égard, avaient eu comme premier geste de tuer un cochon et une chèvre pour les otages : ceux-ci étaient des hôtes et les hôtes sont sacrés. Les otages de MOULI avaient été libérés après des gestes coutumiers faits par les ravisseurs à leur égard. "Cassettes" et tea-shirts déposés sur les 19 cercueils à WADRILLA faisaient parti des dons préparés par les tribus pour les 23 otages dont la libération se négociait. Une fête se préparait pour cette libération... et puis... la kermesse s'est changée en massacre de par le calcul politique de M. PONS. Peu importait le nombre de morts, même parmi les otages (on pourrait même les mettre au compte de "la sauvagerie des ravisseurs" et ce serait encore tout bénéfice !) : la question devait être réglée avant le 2ème tour des Présidentielles. Des "Kanak" ne devaient pas avoir le dernier mot... il en allait "de l'honneur de la FRANCE" !... "Un grand pays" qui n'a de leçon à recevoir de personne...

Ignorance ou perversité ?

M. PONS a toujours parlé négativement des indépendantistes. Il les a toujours dépeints comme le mal incarné, allant jusqu'à les accuser d'avoir voulu massacrer les otages à l'arme automatique lors de la prise d'assaut. L'interprétation du Général VIDAL étant différente : "Ils ont tiré vers le fond de la grotte croyant être pris à revers par des commandos qui se seraient introduits par la cheminée".

Deux interprétations. La plus malveillante étant celle de l'homme à qui était confié l'établissement du dialogue en NOUVELLE-CALEDONIE !

M. CHIRAC affirme n'avoir aucun respect pour M. TJIBAOU. Quel respect peut-on avoir pour l'homme qui a ordonné l'assaut, quelque puisse être le nombre de morts, alors que des vies n'étaient pas en danger...?

Père F.X. DE VIVIES
Curé d'OUVEA.

TANGOPI JOSEPH

Joseph TANGOPI est un vieil homme, un des anciens de la tribu de GOSSANAH, un coutumier. L'accès de la grotte sacrée n'est autorisé qu'aux membres de certains clans, Joseph TANGOPI est habilité à faire la coutume avec les "vieux", les ancêtres, qui sont les maîtres et les gardiens de la grotte sacrée.

C'est donc à titre de coutumier que le vieux Joseph a accompagné tous les voyages des porteurs de thé à la grotte. Joseph n'est pas un littéraire, n'est pas un homme habitué aux livres, par contre Joseph est un homme qui "lit" la nature et les choses. Il est donc un observateur et un témoin remarquable.

Les témoignages de Djubelli WEA et de Maki WEA nous ont donné une vision des faits vus de la tribu de GOSSANAH. Joseph TANGOPI nous relate, avec beaucoup de précision, ce qu'il a vu et vécu à la grotte.

C'est également Joseph TANGOPI qui a coutumièrement, ménagé à COPIDEC et BWE-NANDO l'accès à la grotte et la possibilité d'y faire des photos, de relever des indices, de procéder à des reconstitutions.



Nino WEA et Joseph TANGOPI

TANGOPI JOSEPH TRIBU DE GOSSANAH

Je m'appelle TANGOPI Joseph, j'ai 61 ans et je suis marié. J'ai 6 enfants. Je suis de la tribu de GOSSANAH.

VENDREDI 22 AVRIL

Le vendredi 22 avril, je ne suis pas au courant

de ce qui s'était passé. Le jour où il y a eu l'affaire de la gendarmerie, j'ai été très étonné.

Quand j'ai appris qu'il y avait ce problème, je suis descendu à GOSSANAH et j'ai été surpris par l'arrivée de l'armée. Ensuite, ce jour-là, j'ai été frappé par l'attitude des militaires qui sont venus pour embar-

quer le camarade DJUBELLI, TOUET Faïssen et le Grand Chef BENE Charles. J'ai été aussi très touché par l'attitude des militaires le jour où ils ont envahi la tribu et malmené les militants de la tribu durant les interrogatoires.

J'étais là aussi le jour où ils ont séparés les femmes des hommes. Ils ont

aussi menotté les gens à des poteaux, les jeunes, et j'ai été révolté. Il y a eu aussi des vieux qui ont été malmenés. Il y a eu le pillage des maisons, d'un magasin, des coopératives, et la façon dont les militaires se comportaient envers les gens, tout cela m'a choqué.

Ils ont voulu que l'on aille à la grotte faire la coutume, mais là où est la grotte c'est notre parcelle de terre.

Je suis allé avec Cyril, Houmané et le jeune Alexis ainsi qu'Antonin. Et arrivés à la grotte, les ravisseurs ont gardé là-bas Antonin.

C'était le Colonel PICARD qui nous a demandé d'y aller pour qu'on puisse sortir les otages. Je suis donc parti avec Cyril, Houmané, Alexis et Antonin. Et là-haut, les ravisseurs ont donc gardé Antonin.

MARDI 26 AVRIL

Quand je suis reparti le lendemain matin avec les coutumiers pour essayer d'entamer les discussions pour la libération des otages, Les ravisseurs m'ont répondu qu'il n'en était pas question et qu'ils allaient maintenir les otages dans la grotte.

Nous étions accompagnés des GIGN, de Philippe LEGORJUS et du Procureur, et au moment où on s'approchait de la grotte, les ravisseurs nous ont demandé de nous rapprocher. Ils nous l'ont répété trois fois.

Je crois que si les camarades ont tiré, cela est dû à la négligence des militaires à qui on disait de ne pas s'approcher et qui continuaient à le faire malgré tout. Quand ils ont tiré, j'ai pris la fuite avec quelques camarades et de nouveau le camarade Houmané a demandé aux militaires de prendre la responsabilité d'appeler les ravisseurs.

Je suis allé le premier et un des camarades ravisseurs m'a demandé "Qui êtes-

vous ?". J'ai répondu "Je suis TANGOPI Joseph" et c'est à partir de là qu'il m'a accepté. Je suis donc entré avec le Capitaine et le Substitut du Procureur ainsi que le Grand Chef et Alexis.

Les ravisseurs nous ont dit qu'il n'était pas question de libérer les otages. Alphonse a demandé au Capitaine s'il était venu faire la guerre avec eux : "Si tu es venu faire la guerre avec nous, eh bien, tu diras à tes GIGN de laisser les armes et de rentrer dans la grotte".

Alphonse a demandé aussi au GIGN de lever les bras et aussi à quelqu'un d'entre eux de ramasser les armes et de venir devant la grotte.

Alphonse a demandé aux sentinelles de les fouiller et de les faire entrer un par un dans la grotte. En arrivant dans la grotte, Alphonse a fait refaire une deuxième fouille, monter les premiers otages et a fait menotter le GIGN. Ensuite, il les a fait placer dans le fond.

J'ai pu voir que les otages précédents étaient libres et conversaient avec leurs ravisseurs.

Alphonse a demandé au Capitaine LEGORJUS de téléphoner au Général VIDAL afin qu'il retire les troupes militaires de la tribu avant 11 heures.

Au retour, au lieu de prendre le chemin habituel, nous avons pris un autre chemin et quand nous sommes arrivés ici, à la tribu, le GIGN leur a demandé d'où nous venions. J'ai répondu que nous venions de la grotte où nous étions allés faire la coutume. Et pour le vérifier, les GIGN nous ont reconduits sur le chemin par lequel nous étions venus. Ils m'ont aussi demandé si je n'avais pas vu des militaires par là et je leur ai répondu que non mais que j'avais entendu des bruits aux alentours. Ensuite, ils nous ont laissé rentrer chez

nous.

LE MERCREDI 27 AU SOIR

Le mercredi 27 au soir, le Colonel BENSON est venu et a fait sortir tous les gens des trois maisons, nous leur avons répondu qu'il n'était plus question de sortir et il a donc fait un nouveau recensement au niveau des gens de la tribu.

Le Colonel nous a dit que si nous voulions sortir, il faudra désormais lui demander la permission, et ce sous la menace des militaires.

JEUDI 28 AVRIL AU MATIN

Le jeudi 28 avril au matin, le Capitaine LEGORJUS est venu me voir à la tribu pour qu'on aille ensemble à FAYAOUÉ. J'ai constaté que les militaires étaient retirés de la tribu et qu'il n'y avait plus d'hélicos sur le terrain. Le jour où Philippe LEGORJUS est descendu à St JOSEPH pour téléphoner, quand il est revenu dans la grotte, il a dit à Alphonse qu'il ne pouvait pas téléphoner d'OUVEA en FRANCE parce que c'était brouillé et que le mieux était d'aller à NOUMEA pour le direct en FRANCE, car la ligne est claire et nette. Je signale que le jour où il est parti téléphoner à NOUMEA, on ne l'a plus revu jusqu'au jour de l'assaut.

Par rapport aux revendications, Alphonse a aussi demandé au Général que quand les militaires se retirent de la tribu, il faudrait que les gens de la tribu puissent apporter de la nourriture aux ravisseurs et aux otages.

VENDREDI 29 AVRIL

Le vendredi 29 avril, "les porteurs de thé" ont commencé à ravitailler les gens qui étaient dans la grotte. Je faisais parti de ces "porteurs de thé" et d'habitude ont partait vers 5 heures, 5 heures et demi le matin, pour le petit déjeuner et pour le repas de midi on y allait vers 10

heures. Et cela tous les jours.

Pour la nourriture, on apportait ce que la tribu préparait suivant les revendications des ravisseurs. La tribu fournissait le matin, et le soir, c'est l'armée qui fournissait.

Les premiers jours, j'ai vu LEGORJUS dans la grotte et un autre jour, il avait voulu téléphoner à NOUMEA, mais comme ça ne marchait pas, j'ai entendu Alphonse dire qu'il avait été téléphoné à NOUMEA et c'est là que j'ai vu LEGORJUS à la grotte. Je ne me rappelle plus quel jour, LEGORJUS est parti sur NOUMEA.

Quant au Procureur BIANCONI, je l'ai vu dans la grotte lorsqu'ils ont formulé leurs besoins et il sortait chaque fois avec un camarade. Ils partaient et revenaient ensemble.

JEUDI 5 MAI

Le jeudi 5 mai, le jour de l'assaut, je suis parti avec mes camarades de très bonne heure. Au moment où nous avons fait la coutume, nous avons entendu un hélicoptère se poser près de la grotte. Et quelques minutes après, l'appareil est reparti, survolant la grotte et c'est là qu'il a commencé à attaquer. J'ai pu voir que même autour de la grotte, il y avait aussi des militaires qui tiraient.

A propos de la coutume, je précise que tous les matins nous faisions cette coutume dans la grotte à l'endroit où se tenaient les mobiles otages. A part des nationalistes, les otages mobiles y assistaient ainsi que le Substitut BIANCONI. C'est le gendarme Sammy qui lui expliquait le sens et le pourquoi de notre coutume. Le jour de l'attaque étaient présents les mêmes gens que d'habitude.

Pendant que le GIGN tirait, un des otages, je ne sais plus lequel, a demandé aux militaires de cesser de tirer. Et malheureusement,



Sur les lieux Joseph témoigne

personne n'a écouté. Et ils continuaient toujours à tirer.

Alphonse nous a dit de rentrer immédiatement dans la grotte et lorsque nous l'avons fait, nous avons remarqué que là où était d'habitude le GIGN, il n'y avait plus personne. Ils avaient changé de place. Le Substitut BIANCONI également.

Vers 8 heures, tout le monde a cessé de tirer. Plus un coup de fusil. Je ne peux pas dire qu'à 8 heures, il n'y a pas eu de morts, parce que j'étais dans la grotte, mais je peux dire qu'à 8 heures, on n'entendait plus de coups de fusils. De 8 heures à midi, nous n'avons plus entendu de coups de fusil mais j'ai entendu les militaires demander plusieurs fois à DIANOU de libérer les otages. Il répondait à chaque fois aux militaires que Philippe vienne le voir. Et vers midi, 13 heures, c'est là qu'ils ont commencé à réattaquer. De 8 heures à midi, les otages avec BIANCONI dans la grotte n'étaient plus là. Je ne sais pas où ils étaient. Pendant l'assaut, je n'ai pas entendu que les militants allaient essayer de tuer les otages. Pendant la pause non plus. J'ai constaté que vers midi ou 13 heures, des militaires sont

rentrés dans la grotte et ont commencé à lancer des grenades à l'intérieur. Pendant qu'ils faisaient ceci, ils demandaient en même temps à DIANOU de libérer les otages et ce dernier leur a répondu qu'il n'était pas question de les libérer. Les militaires ont dit : "Si tu ne fais pas sortir les otages, eh bien, tu mourras avec tes militaires". Ils avaient lancé des grenades lacrymogènes et Alphonse ne pouvait plus respirer ainsi que les autres camarades.

Pendant le jet de grenades, nous étions tous groupés dans un petit trou au fond de la grotte et c'était Sammy qui était sur mon dos, donc nous étions ensemble avec Sammy, les autres porteurs de thé, Vince et Alphonse.

Tandis qu'ils lançaient les grenades lacrymogènes, le gendarme Sammy m'a demandé de parler à Alphonse. Sammy avait entendu Alphonse dire qu'il mourra sur sa terre. Sammy a sauté sur mon dos et m'a encore demandé de parler à Alphonse et de les libérer.

J'ai donc demandé à Alphonse de sortir parce que je pouvais plus respirer. Et par rapport à ce qu'il avait dit "Il mourra sur sa terre", je lui ai dit que c'est vrai que nous étions

en situation de lutte. "Mais si tout le monde meurt, qui restera sur cette terre. Parce qu'il faut penser aux gens qui vivent sur cette terre". Et c'est là qu'Alphonse m'a accepté et m'a dit de sortir en disant au GIGN qu'il allait libérer les otages. Et les militaires ont crié qu'il fallait que l'on sorte tout de suite mais pendant que tout le monde sortait, il fallait jeter toutes les armes.

Je suis sorti le dernier, avec WEA Freddy et l'auxiliaire gendarme Sammy. Je n'ai pas pu remarquer d'autres camarades car il y avait tellement de fumée. Nous avons constaté à la sortie, qu'Alphonse avait déjà le genou cassé et Vince LAVELLOIS couché sur les cailloux et Vincent DAOUME était déjà mort. Mais ces trois là n'avaient plus d'armes. Toutes les armes avaient été laissées dans la grotte obéissant ainsi aux ordres des militaires.

Au fond de la grotte, on était ensemble avec Sammy, les porteurs de thé, Vince et Alphonse. Ensuite, nous sommes montés et au moment où nous sommes sortis de la grotte, Sammy était considéré comme un nationaliste. On le poussait, on pointait le fusil dans son dos et on lui disait d'avancer comme tous les porteurs de thé et les camarades. Et c'est grâce à BIANCONI que les militaires ont abandonné leur pression sur Sammy. Sammy portait un pantalon kaki et un tee-shirt avec un tricot attaché à un bout.

LAVELLOIS Vince était couché sur les cailloux avec les porteurs de thé et c'est ainsi que Sammy a demandé aux militaires de ne pas malmenager les porteurs de thé parce que ils ont aidé depuis le début autant les ravisseurs que les otages.

Les militaires ont demandé à Sammy de monter sur le haut du cratère, mais celui-ci a plusieurs niveaux. Ils nous ont dit aussi de ne pas bouger et de garder

les mains sur la tête. A ce moment là, il y avait deux militaires qui, avons nous remarqué, ont tiré sur Waïna parce qu'un des militaires lui a dit de ne pas bouger et l'autre lui demande de se lever et c'est ainsi qu'il a reçu un coup de flingue sur les côtes.

Alors, ils lui ont demandé : "Pourquoi tu as tiré ?" Et il a répondu : "J'ai tiré parce qu'il a voulu se sauver".

Les militaires sont revenus nous demandant d'aller vers le haut avec LAVELLOIS. Nous sommes donc allés avec le camarade LAVELLOIS là-haut. Et un militaire est revenu nous demander : "Où est LAVELLOIS ?" et LAVELLOIS s'est levé et il a répondu : "Je suis là". Et l'autre a dit : "Ah, c'est toi Rambo, eh bien descend !".

Et c'est de là que j'ai entendu un coup de fusil dans le cratère. Quelques minutes après, j'ai aperçu Alphonse sur une civière et

il tenait une bouteille de sérum. Et chaque fois qu'ils arrivaient sur les pierres, ceux qui le portaient lâchaient la civière sur les cailloux et lui donnaient des coups de crosse de fusil sur le visage. J'ai constaté qu'un militaire est venu et a shooté la bouteille de sérum et le sérum est parti.

Et ils ont continué ainsi jusqu'où était l'hélicoptère. C'est là qu'est parti Alphonse. Et quelques militaires sont revenus vers moi pour me demander ainsi qu'à NAYET Buama, WEA Georges d'identifier tous les corps de ceux qui sont morts. J'ai vu trois jeunes de FAYAOUÉ et la plupart était de St JOSEPH. J'ai pu identifier les corps de NINE Nicolas, NINE Philippo, WADJENO Michel, WADJENO Donation, DAO Samuel, DAO Athanase, MADJELE Jean-Jac, KELLA Zéphirin, LAVELLOIS Vince, LAVELLOI Edouard, DAOUME Vincent, HAIWE Martin, LAVELLOI Jean, TEINBOUEONE Nicomède,



Joseph TANGOPI nous désigne les endroits où il a identifié les corps des militants massacrés

IHILY Esekia, WAMO Samuel et AMOSSA Waina. A chaque fois que je reconnaissais un mort, un militaire écrivait le nom que je lui disais sur une étiquette qu'il laissait sur le corps de chacun. J'en ai identifié 17.

Lorsque j'ai identifié les corps avec les militaires, j'ai remarqué que le corps des camarades ont été brûlés et c'était inadmissible la façon dont ils emmenaient les corps, aux pieds, aux jambes et ils tiraient. J'ai vu que deux camarades qui avaient la tête bien éclatée : Vincent DAOUME et LAVELLOI Jean. J'ai remarqué aussi qu'Edouard LAVELLOI a ramassé une balle en plein front. Pour LAVELLOI Vince, c'est au niveau de la poitrine.

Quand je suis repassé à la mairie, mais là c'est autre chose par rapport à ce que j'ai vu à la grotte. J'ai vu d'autres blessures sur le dos, ailleurs, mais il me semble qu'à la grotte ce n'était pas ça.

J'ai vu sur le corps d'Edouard LAVELLOI qui n'avait reçu qu'une balle seulement sur le front, à la mairie, c'est autre chose. J'ai vu des traces sur le dos...

J'ai pu remarquer qu'à la grotte, Edo était vêtu et à la mairie, il était nu. Mais tout le monde était nu.

Les gendarmes sont arrivés et ils m'ont demandé de descendre avec eux pour récupérer les fusils dans la grotte. Et je suis donc allé avec eux pour ramasser les fusils. Au moment où on commençait à approcher de l'hélicoptère, j'ai pu constater que les militaires avaient retrouvé trois camarades, WAMOU Roger, WADJENO Marcel et MADJELE Amabili. Je les ai vus mais je n'ai pas remarqué s'ils étaient blessés. J'ai pris l'hélicoptère avec ces camarades qui ont été menottés à l'aide de cordes. Je suis donc parti à St JOSEPH avec eux



Reconstitution avec les porteurs de thé

et arrivé là-bas, je ne sais pas où ils sont passés.

Quand je suis arrivé à St JOSEPH, j'ai été interrogé par les gendarmes qui m'ont demandé pourquoi j'étais à la grotte. Moi, j'ai expliqué que je venais apporter du thé comme tous les autres jours.

L'interrogatoire s'est terminé vers 20 heures et j'ai été amené avec mes camarades auprès de l'église. On nous a dit que nous devions rentrer à la tribu par nos propres moyens car les camions commençaient déjà à emmener les militaires sur FAYAOUÉ.

Nous devions donc rentrer à pied à la tribu, et voir sur les barrages pour retrouver des camarades qui étaient avec moi, et qui sont sur la route, et que je prenne la route avec eux, jusqu'à la tribu.

Arrivé à la chefferie, j'ai été arrêté de nouveau et de nouveau encore interrogé. "D'où venez-vous ?" J'ai répondu que je venais de la cathédrale de St JOSEPH. Ils nous ont laissés passer jusqu'au dernier barrage. A chaque barrage, c'était le même scénario. Et nous avons été ensuite libérés.

Nous sommes rentrés à la tribu à 9 heures du soir sans avoir mangé depuis le

matin.

Durant l'interrogatoire, au Quartier Général de St JOSEPH, j'ai pu remarquer l'attitude farouche des militaires par rapport aux militants. Quand ils nous parlaient, ils étaient vraiment menaçants.

AMBIANCE GENERALE

J'ai été très touché par l'ambiance dans la grotte, entre militants et otages. Chaque fois qu'on arrivait avec notre thé les premiers servis étaient les otages, ensuite les restes c'étaient pour les Kanak. Dans la grotte, on se partageait, les ravisseurs et les otages jouaient aux cartes, discutaient. Chaque fois qu'un otage avait envie de manger en dehors des heures des repas, les ravisseurs lui donnaient à manger. Si les otages demandaient une papaye ou une pastèque, on lui en offrait. On allait même chercher des cannes à sucre. J'ai pu donc remarquer cette bonne ambiance entre les ravisseurs et les otages.

Un jour les otages voulaient manger des langoustes, mais malheureusement on n'a pas pu en avoir à cause du mauvais temps. Nous n'avons pas pu aller en pêcher. Pour la nourriture il n'y avait pas de différence. Tout le



Les porteurs de thé témoignent sur les lieux

monde partageait ensemble les mêmes plats. Mais les GIGN étaient un peu plus bas et les mobiles étaient un peu plus haut. Mais nous mangions tout le monde de la même façon.

Je n'ai pas informé les militants ravisseurs de la grotte sur le comportement des GIGN à la tribu, car j'avais peur de leur réaction. Je ne savais pas quel jour ils allaient libérer les otages. Par rapport à leur libération, je savais qu'à la tribu on préparait des dons, Alphonse avait demandé qu'on prépare des casse-têtes comme souvenirs. On devait faire la coutume, le jour de leur libération. Ce qui m'a beaucoup touché c'est que, par rapport à la coutume Kanak, les vieux ne sont jamais maltraités et les ravisseurs ont décidé de profiter de la présence d'Antenne 2 pour libérer un vieil otage et les ravisseurs ont demandé à la tribu de préparer des dons pour lui. Il avait 52 ans.

Ce que je savais sur Antenne 2 c'est que jeudi 5 au matin, ils devaient venir à la grotte.

C'est Alphonse qui m'a dit qu'Antenne 2 allait arriver et j'ai cru que ça ve-

nait de son entretien avec le procureur, le Substitut BIANCONI.

J'ai pu identifier ceux qui étaient morts dans la grotte et ceux qui sont morts à l'extérieur.

En plus des grenades, le jour où, de là-haut, Vince et Alphonse ont demandé à BIANCONI de monter les écouter, quand ils ont tiré, eux ils ont répondu par des coups de revolver, ils ont tiré sur eux.

QUESTION :

Quand le vieux était allé avec une lampe éclairer c'était pour demander à BIANCONI de venir pour négocier ?

R. : Le vieux est venu avec la lampe pour éclairer et demander à BIANCONI de venir pour négocier et c'est là qu'ils ont tiré. C'est LAVELLOIS qui a éclairer BIANCONI pour voir si c'était lui. Samuel avait déjà été voir BIANCONI deux fois pour lui dire de monter négocier avec les autres mais BIANCONI avait peur. Il a répondu : "J'ai peur, je n'ai plus de pouvoir".

QUESTION :

Les corps qui étaient brûlés, ce sont ceux qui ont été tués dans la grotte ou à l'extérieur ? Par exemple

Vince et Vincent DAOUME, ils étaient brûlés ou pas ?

R. : Les brûlés étaient autour du cratère.

Le Capitaine PAPIN, l'autre jour, il m'a demandé comment s'était déroulé l'attaque. Je lui ai expliqué comment ça s'est passé, que d'abord il y a eu l'hélicoptère qui a survolé la grotte. Il m'a demandé qui a tiré le premier et je lui ai répondu qu'au 2ème passage, les hélicos ont tiré dans le cratère. Ensuite il m'a demandé qu'est-ce qu'ils ont fait après et je lui ai dit que nous, on s'est retranché au fond pendant l'attaque et ensuite on est remonté là-haut dans le cratère après le lancement des grenades lacrymogènes, et c'est seulement en arrivant là-haut que j'ai vu Alphonse déjà couché et blessé à la jambe. Je lui ai raconté aussi la façon dont ils ont tué Amossa : il y avait deux militaires, un qui lui disait de ne pas bouger et un qui a appelé et le premier a tiré sur lui et l'a tué. C'est à partir de ce point là que le Capitaine n'a plus parlé et l'interrogatoire s'est achevé. Le Capitaine PAPIN n'a rien écrit, je n'ai rien signé. Ça s'est passé comme ça, mais je pense que quand PAPIN est arrivé ici, il était déjà au courant de l'histoire et comment Amossa a été tué.

Il était avec l'Adjudant des OPJ, le Chef LA-CROIX, son remplaçant et notre Grand Chef, le Chef des clans. Ils étaient autour d'une table. Ils parlaient tous en français. PAPIN nous a dit qu'il venait directement de PARIS, spécialement pour l'affaire d'OUVEA(*). Cet interrogatoire a eu lieu le vendredi 20 mai 1988 car la veille c'était l'arrestation de Chanel KAPOERI.

TANGOPI Joseph.

(*) Pour l'enquête de commandement décidée par le Ministre de la Défense CHEVENEMENT (NDLR).

Sous le drapeau de KANAKY, cérémonie du deuil à WADRILLA

